

# **Les élections : un piège pour la classe ouvrière**



**Courant  
Communiste  
International**



# Introduction

Chaque nouvelle campagne électorale témoigne de la préoccupation croissante, présente de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, que le plus grand nombre possible d'électeurs accomplissent leur "devoir de citoyen". Toute l'institution démocratique est mobilisée au service de cet objectif pour lequel un battage médiatique dispendieux est déployé.

Quelle en est la raison ?

Quels sont les arguments avancés par ceux qui appellent les citoyens aux urnes ?

Que valent ces arguments ?

C'est à ces questions que la présente brochure se propose de répondre.

---

## Changer la société au moyen du bulletin de vote ?

---

Les arguments avancés par les formations politiques ou candidats en lice pour convaincre les électeurs de leur accorder leur suffrage se ramènent en général à ceci : les élections constituent un moment pendant lequel les citoyens sont confrontés à un choix dont dépend l'évolution de la société et, par conséquent, leurs conditions de vie future. "Tous les hommes naissant libres et égaux en droit", proclame la Déclaration universelle des droits de l'homme. Grâce à la démocratie, chaque citoyen disposerait ainsi, autant que tout autre, de la possibilité de participer aux grands choix sociaux. Dans la réalité, il n'en est rien puisque la société est divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques. L'une d'elles, la bourgeoisie, exerce sa domination sur l'ensemble de la société à travers la possession des richesses et, grâce à son État, sur toute l'institution démocratique, sur les médias, etc. Elle peut ainsi imposer au quotidien son ordre, ses idées, sa propagande aux exploités en général et à la classe ouvrière en particulier. Cette dernière est la seule classe qui, par sa lutte, est capable de mettre en question l'hégémonie de la bourgeoisie et de son système d'exploitation.

Dans ces conditions, il est parfaitement illusoire de penser qu'il soit possible de transformer l'État, l'institution démocratique, etc. pour les mettre au service de la grande majorité dans une société sans exploitation. C'est pourquoi tous les partis qui briguent les suffrages des exploités en prétendant défendre leurs intérêts participent d'entretenir cette illusion. De même, l'alternative "gauche-droite" n'est en réalité qu'un faux choix destiné à masquer ce fait que, derrière les bavardages électoraux et parlementaires, seule la bourgeoisie a réellement le pouvoir de décision.

Les différences entre partis de gauche ou de droite ne sont rien en comparaison de ce que ces partis ont en commun : la défense du capital national. Au service de cet objectif, ceux-ci sont capables de travailler très étroitement ensemble, surtout derrière les portes fermées des commissions parlementaires et aux plus hauts échelons de l'appareil d'État. En fait, les débats publics du Parlement ne constituent qu'une petite partie, souvent non significative, des débats de la bourgeoisie. Et si les membres de la tant vénérée institution gesticulent de temps à autre dans l'hémicycle, devant les caméras de télévision, c'est pour faire croire à l'existence d'un réel débat démocratique déterminant les grands choix sociaux.

C'est justement parce que tout changement de la condition de vie de la classe exploitée est impossible par les urnes que la bourgeoisie tient tant à nous convaincre du contraire en martelant inlassablement : "oui, une autre politique est possible... à la condition de bien voter".

---

## L'issue des élections est-elle quand même capable d'avoir une influence sur l'aggravation ou l'amélioration de la situation des exploités ?

---

A défaut de permettre l'établissement d'une société au sein de laquelle les besoins humains pourraient réellement être satisfaits, n'est-il tout de même pas possible d'obtenir quelques améliorations des conditions de vie par la voie électorale ? Plus modestement encore, tel ou tel choix électoral ne permettrait-il pas de limiter les attaques à venir ?

Si, depuis près d'un siècle, aucune élection n'a jamais permis aucun réel progrès social<sup>(1)</sup>, c'est bien parce que les choix sociaux ne sont plus déterminés par l'issue des élections. La dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière est d'abord et avant tout déterminée par la profondeur de la crise du capitalisme et par la capacité de chaque bourgeoisie nationale de la faire payer aux exploités, en vue de défendre la compétitivité du capital national sur l'arène internationale. C'est pour cela que seule l'irruption de la lutte de classe est capable d'entraver les attaques de la bourgeoisie et de faire valoir les intérêts du prolétariat.

C'est la raison pour laquelle c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections et les prolétaires n'ont rien, absolument rien à attendre de cette mascarade. Aucune lutte parlementaire, sous quelque forme que ce soit, n'est en mesure, dans la phase actuelle de la vie du capitalisme, de favoriser la situation de la classe ouvrière. Les illusions entretenues à ce sujet par tous les secteurs de la bourgeoisie reposent sur une réalité désormais caduque de la vie du capitalisme :

*"Dans la période d'apogée du système capitaliste, le Parlement constituait la forme la plus appropriée de l'organisation de la vie politique de la bourgeoisie. Institution spécifiquement bourgeoise, il n'a donc jamais été un terrain de prédilection pour l'action de la classe ouvrière et le fait pour celle-ci de participer à ses activités ou aux campagnes électorales, recelait des dangers très importants que les révolutionnaires du siècle dernier n'ont jamais manqué de dénoncer. Cependant, dans une période où la révolution n'était pas à l'ordre du jour et où le prolétariat pouvait arracher des réformes à son avantage à l'intérieur du système, une telle participation lui permettait à la fois de faire pression en faveur de ces réformes, d'utiliser les campagnes électorales comme moyen de propagande et d'agitation autour du programme prolétarien et d'employer le Parlement comme tribune de dénonciation de l'ignominie de la politique bourgeoise. C'est pour cela que la lutte pour le suffrage universel a constitué, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un grand nombre de pays, une des occasions majeures de mobilisation du prolétariat.*

*"Avec l'entrée du système dans sa phase de décadence, le Parlement cesse d'être un organe de réformes, comme le dit l'Internationale communiste (2<sup>e</sup> congrès, 1920) "le centre de gravité de la vie politique est sorti complètement*

---

1) C'est également vrai des "lois sociales de 1936" (accord de Matignon) qui ont permis de briser les grèves de mai-juin et de remettre les ouvriers sous la pression des impératifs de production pour la défense nationale. De plus, sous l'apparence de "concessions" à la classe ouvrière, la bourgeoisie a fait passer des mesures essentielles pour conditionner les travailleurs et leur faire accepter une intensification sans précédent des cadences de production via l'introduction de nouvelles méthodes d'organisation du travail destinées à décupler les rendements horaires si nécessaire pour faire tourner à plein régime l'industrie d'armement. Ce sera la généralisation du taylorisme, du travail à la chaîne et de la dictature du chronomètre à l'usine.

*et définitivement du Parlement". La seule fonction qu'il puisse assumer, et qui explique son maintien en vie, est une fonction de mystification. Dès lors, prend fin toute possibilité, pour le prolétariat, de l'utiliser de quelque façon que ce soit. En effet, il ne peut conquérir des réformes devenues impossibles à travers un organe qui a perdu toute fonction politique effective. A l'heure où sa tâche fondamentale réside dans la destruction de l'ensemble des institutions étatiques bourgeoises et donc du Parlement, où il se doit d'établir sa propre dictature sur les ruines du suffrage universel et autres vestiges de la société bourgeoise, sa participation aux institutions parlementaires et électorales aboutit, quelles que soient les intentions affirmées par ceux qui la préconisent, à insuffler un semblant de vie à ces institutions moribondes" (Plate-forme du CCI).*

### **Comment se battre ? Atomisés dans les isolements ou à travers la lutte solidaire, collective et massive ?**

La bourgeoisie sait très bien qu'elle n'a nullement à craindre une prise de conscience des ouvriers quand ils sont les spectateurs passifs des joutes électorales qui mettent en scène des véritables professionnels de la politique n'ayant rien à faire des intérêts de la classe ouvrière. Elle n'a rien à craindre non plus de leur action lorsqu'ils sont divisés en autant de citoyens atomisés dans les isolements. Par contre, elle sait qu'elle a tout à redouter de leur force collective et de leur unité en vue de l'action solidaire qui s'exprime à travers la discussion et l'organisation de la lutte sur les lieux de travail, dans les assemblées générales, dans les manifestations de rue. C'est seulement de cette manière, et non pas sous le feu permanent des discours électoraux et dans les isolements, que peut s'exprimer réellement la vie de la classe ouvrière.

Dans les assemblées générales de lutte, la parole est partagée, les débats sont ouverts et fraternels et, surtout, les délégués élus sont révocables. La révocabilité des délégués est le moyen par lequel l'assemblée garde le contrôle de la lutte - notamment face aux tentatives de la lui soustraire de la part des "professionnels de la lutte" que sont les syndicats - en permettant que ceux qui vont représenter les assemblées de base soient en permanence l'émanation de cette lutte. Les expériences de mobilisation massive de la classe ouvrière, comme 1905 en Russie, dans les années 1917-23 dans de nombreux pays des continents européen et américain, et plus récemment lors de la lutte en Pologne en août 1980, sont les meilleures illustrations du fait que l'arme de la classe ouvrière c'est l'action collective et non pas le bulletin de vote.

C'est donc la capacité de la classe ouvrière à se mobiliser sur son terrain de classe avec ses propres méthodes de lutte, pour la défense de ses intérêts, contre les attaques du capital, qui va déterminer sa capacité de résister aux attaques et non le fait d'aller voter massivement pour tel ou tel parti ou candidat à l'occasion de telle ou telle échéance électorale.

### **La classe ouvrière n'a rien à gagner en participant aux élections, si ce n'est des illusions !**

Non seulement les élections ne constituent pas un moyen de lutte pour la classe ouvrière, mais encore elles permettent à la bourgeoisie de transformer les ouvriers en citoyens électeurs, de les diluer dans la masse de la population en les isolant les uns des autres et, en fin de compte, de les rendre plus vulnérables à son bourrage de crâne.

Et c'est justement parce que la mystification électorale et démocratique constitue une arme idéologique de premier choix que la bourgeoisie fait tout ce qui est en son pouvoir pour entretenir et renouveler son efficacité à travers différents stratagèmes :

- les classiques promesses démagogiques et mensongères qui ne seront jamais tenues ;

- la mise à l'index de ceux qui, désertant les élections car les jugeant désormais inutiles, sont accusés de piétiner les sacrifices consentis par des générations passées d'ouvriers qui se sont battus afin d'arracher le suffrage universel ; ce qui est évidemment tu, c'est que ces mêmes représentants de la bourgeoisie, qui à présent vont même jusqu'à rendre le vote obligatoire dans certains pays, qui s'opposaient à l'octroi du droit de vote pour tous à une époque antérieure.

- l'exploitation des sentiments d'insécurité au sein de la population - qui sont la conséquence de l'insécurité même dans laquelle le capitalisme et sa démocratie plongent toute la société - afin, d'une part, de canaliser vers des votes populistes et d'extrême droite le mal-être d'une partie des "couches populaires" et, d'autre part, de susciter en retour la mobilisation électorale pour "barrer la route à l'extrême droite" ;

- l'exploitation des souvenirs traumatisants laissés par le fascisme en faisant croire que c'est l'affaiblissement de l'institution électorale et de la démocratie qui font son lit alors que c'est tout le contraire qui est vrai. En effet, en Allemagne par exemple, c'est la défaite de la classe ouvrière, suite à l'écrasement dans le sang de la révolution dans les années 1919-23 par la social-démocratie au pouvoir au sein de la "république de Weimar", qui a préparé l'accession légale et parfaitement démocratique de Hitler au pouvoir dans les années 1930<sup>2</sup>.

### **Le débat sur la question électorale lors de la première vague révolutionnaire de 1917-23 et l'actualité du combat contre la mystification électorale**

En publiant la présente brochure sur la question électorale, nous entendons participer à armer la classe ouvrière contre cette mystification et ainsi à la renforcer dans la compréhension des moyens de son combat pour le renversement du capitalisme. Pour ce faire, nous nous appuyons en particulier sur un article publié il y a plus de trente ans au sein duquel nous montrions l'inconsistance des arguments de différents groupes trotskistes en France en faveur de la participation au cirque électorale. Ces arguments sont, dans leur ensemble, tout à fait illustratifs de la manière dont le trotskisme constitue, dans le monde entier, un rabatteur efficace des ouvriers vers les urnes au moyen d'une phraséologie radicale.

Nous avons également considéré qu'il était de notre responsabilité de présenter au lecteur, au sein de cette brochure, les débats sur la question électorale qui ont animé l'Internationale communiste lors de la première vague révolutionnaire mondiale de 1917-23. En effet, l'avant-garde révolutionnaire avait atteint, à l'époque, une grande clarté concernant la critique de la démocratie et de l'institution électorale, tout en présentant des contradictions importantes sur la possibilité d'utiliser, malgré tout, les élections au service de la lutte de classes. Le reflux de la vague révolutionnaire mondiale et la dégénérescence opportuniste de l'Internationale communiste constituèrent des facteurs importants de régression quant à la compréhension de cette question, comme de nombreuses autres d'ailleurs. Il était alors revenu aux courants de gauche au sein de l'*Internationale communiste (IC)* de défendre, face à la confusion et à l'opportunisme ambiants, les avancées qui avaient été faites sur cette question et, par la suite, d'en poursuivre l'analyse en prenant pour cadre la nouvelle période dans laquelle le capitalisme était entré avec la Première Guerre mondiale, celle de sa décadence.

CCI (juin 08)

<sup>2</sup> Lire à ce propos notre brochure *Fascisme Antifascisme, deux expressions de la dictature du capital*.

# I. Le piège électoral contre la classe ouvrière

Le texte ci-dessous a été publié une première fois en février 1973<sup>(3)</sup>, un mois avant la tenue des élections législatives en France. Déjà à l'époque, nous mettions en évidence que les élections avaient comme fonction essentielle de détourner le mécontentement et la réflexion politique des prolétaires vers un terrain qui ne peut que constituer une impasse à toute riposte aux attaques de la bourgeoisie et à toute remise en question du système qui en est responsable. Ce texte répond à tous les arguments essentiels employés pour entraîner les prolétaires vers les urnes, et en particulier ceux des groupes gauchistes (trotskistes essentiellement), plus subtils, destinés souvent à convaincre ceux des prolétaires qui, à différents niveaux, tendent à se détourner du cirque électoral. Depuis lors, l'approfondissement considérable de la crise du capitalisme posant de façon beaucoup plus aiguë et profonde la nécessité d'une alternative révolutionnaire au système, la fonction de mystification du cirque électoral ne fait que prendre encore plus d'importance aux yeux de la classe dominante. Or, comme on peut le constater, les arguments que ce texte développait il y a plus de trente ans, pour dénoncer le piège électoral et les discours de ceux qui s'emploient à y entraîner les exploités, restent parfaitement adaptés et justifient une republication. De plus, ce témoignage de l'histoire<sup>(4)</sup>, même s'il est relatif à un passé encore récent, présente l'avantage d'illustrer de façon tout à fait concrète, que d'élection en élection, ce sont toujours les mêmes sornettes que toutes les fractions de l'appareil politique du capital, de l'extrême droite à l'extrême-gauche, essaient de faire gober aux prolétaires.

## La célébration du suffrage universel

Ces derniers mois, le monde a vécu à l'heure des élections. Tour à tour, ce sont les populations du Canada, des États-Unis, d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et du Japon qui ont été conviées à se rendre massivement aux urnes.

Au delà de la simple coïncidence de dates, ce qui a frappé, au sujet de ces consultations électorales, c'est la débauche de moyens mis en œuvre par les gouvernements et les partis politiques pour faire voter. Chacun a encore en mémoire l'énorme battage publicitaire qui a entouré les élections américaines et leur préparation (élections primaires, ascension de MacGovern<sup>(5)</sup>, etc.). On se souvient aussi qu'à cette

occasion, le très réactionnaire Nixon a pris une mesure que notre PCF réclame à cor et à cris depuis longtemps : *le droit de vote à 18 ans*. Et il n'a pas été seul dans ce cas puisque les gouvernements allemand et néerlandais l'ont imité peu après.

En France, la radio, la télévision, la grande presse et les sondages d'opinion sont mobilisés dans la préparation des élections. Rien ne manque pour rehausser l'importance de l'événement. La télévision à elle seule, avec ses "Armes égales"<sup>(6)</sup> et "Portraits de candidats"<sup>(7)</sup> a commencé à "chauffer l'ambiance" avant même l'ouverture officielle de la campagne électorale. Tous les partis mènent campagne tambour battant, les uns activement autour de leur "Programme commun"<sup>(8)</sup>, les autres bruyamment

alors un second mandat comme président des États-Unis [2008].

6) Nom d'une émission de la première chaîne de la télévision française dans les années 1970 [2008].

7) Nom d'une émission de la télévision française diffusée à cette époque pendant les périodes électorales [2008].

8) Le Programme commun de la gauche est un accord électoral signé en France en juin 1972 par trois organisations : le Parti socialiste, le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche. Il correspond à la stratégie mise en place par la bourgeoisie dans les pays centraux à l'époque et consis-

contre. Et à côté des "grands partis sérieux" on a vu resurgir les adeptes d'un "parlementarisme révolutionnaire" : les trotskistes, qui ne sont pas les derniers à engager les électeurs à accomplir leur devoir.

Bref, tout est mis en œuvre pour que les élections législatives du 4 et du 11 mars soient *l'événement de l'année 1973*... À tel point que même l'ouverture de la pêche a été déplacée pour ne pas qu'elle porte ombrage à cette célébration.

## En a-t-il toujours été ainsi ?

Aujourd'hui, tout ce tapage est entré dans les mœurs et paraît presque normal. Et chacun semble avoir oublié qu'avant qu'on ne parle de "devoir électoral" les travailleurs du siècle dernier<sup>(9)</sup> se sont battus pendant des dizaines d'années pour le "droit électoral", pour le suffrage universel<sup>(10)</sup>.

En Angleterre, maintenant considérée comme le pays démocratique par excellence, le suffrage universel faisait partie des revendications du mouvement chartiste, première manifestation massive du prolétariat mondial et qui mena pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle des luttes souvent sanglantes. En 1848, cette même revendication se trouvait dans *le Manifeste communiste*.

En Allemagne, où tout le monde s'est félicité récemment du pourcentage élevé de participation électorale, ce n'est qu'en 1866 que les travailleurs ont obtenu ce que les luttes de 1848-49 n'avaient pu leur donner : le suffrage universel.

En Italie, où la loi accorde

tant à faire miroiter aux yeux des ouvriers tous les avantages qui pourraient résulter d'une victoire électorale de la gauche. Cette mystification a joué pleinement son rôle de frein à la lutte de classe. Ainsi, en mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing, de droite, gagne de justesse les élections présidentielles contre François Mitterrand, de gauche, avec 50,81 % des suffrages exprimés [2008].

9) Rappelons que cet article a été écrit en 1973. À chaque fois qu'il est fait mention du "siècle dernier" il s'agit bien évidemment du XIX<sup>e</sup> siècle et non pas du XX<sup>e</sup> siècle [2008].

10) Le discours de la bourgeoisie a évolué depuis lors puisqu'à présent elle ne se prive pas de culpabiliser, à travers la voix des partis de gauche, ceux des prolétaires qui rechignent à "accomplir leur devoir électoral" en rappelant les luttes et sacrifices des générations passées pour obtenir ce droit.

3) Dans le numéro 2 de *Révolution internationale nouvelle série*, sous le titre "Les barricades de la bourgeoisie".

4) Nous avons été amenés à introduire un certain nombre de notes destinées à expliciter, pour ceux de nos lecteurs qui n'ont pas connu cette période, des noms ou des événements qui ne sont pas nécessairement connus de tous aujourd'hui. Celles-ci peuvent être distinguées des notes du texte original par l'ajout de la date de leur insertion, 2008, de la manière suivante à la fin de chacune d'entre elles : [2008].

5) George Mc Govern, candidat démocrate aux élections présidentielles américaines de 1972, battu par Richard Nixon qui entama

aujourd'hui une journée chômée pour les élections, tout le XIX<sup>e</sup> siècle est fait de luttes pour l'obtention, entre autres, de ce droit.

En Belgique, où aujourd'hui *le vote est obligatoire*, le suffrage universel n'a été arraché qu'après les mouvements successifs de grève générale de 1893, 1902 et 1913.

En France, enfin, où l'on parle tant du "devoir électoral", c'est le suffrage censitaire qui, malgré 1789, a cours durant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est qu'après le bain de sang de la Commune que les travailleurs obtiennent définitivement le suffrage universel.

La question se pose donc : *pourquoi cette même bourgeoisie qui, au siècle dernier, réprimait violemment les ouvriers qui demandaient le suffrage universel, fait tant d'efforts aujourd'hui pour que le maximum d'entre eux aille voter : pourquoi est-elle devenue si démocratique ?*

Pour répondre à cette question, il faut faire ressortir ce qui distingue ces deux époques du capitalisme.

#### Deux époques du Parlement

Au siècle dernier, le capitalisme connaît sa phase d'apogée. Alimentée en débouchés par les sabres et les goupillons des "civilisateurs", la production capitaliste se développe à pas de géant. Les crises cycliques, qui secouent l'économie et éliminent les entreprises les plus faibles, trouvent une solution dans l'élargissement du marché : elles constituent les battements de cœur du système.

C'est dans cette période de prospérité que la bourgeoisie assoit sa domination politique sur l'ensemble de la société et élimine brutalement ou progressivement le pouvoir de l'ancienne classe régnante : la noblesse. Le suffrage universel et le Parlement constituent un des moyens les plus importants de lutte de la fraction radicale de la bourgeoisie contre la noblesse et contre les fractions rétrogrades de celle-là.

La lutte que mène le prolétariat durant cette période est directement conditionnée par la situation du capitalisme. En l'absence de crise mortelle de celui-ci, la révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour. Pour le prolétariat il est seulement question de s'aménager la meilleure place possible *dans le système*<sup>(11)</sup>, donc de lutter pour des réformes.

11) A savoir en particulier limiter, à travers l'obtention de ces réformes, l'exploitation capitaliste. Une telle lutte autour de laquelle un nombre croissant d'ouvriers apprenait à reconnaître la nécessité de défendre des intérêts communs représentait pour le prolétariat un moment inévitable

Les syndicats et les partis parlementaires lui permettant de se regrouper indépendamment des partis bourgeois et démocratiques et de faire pression sur l'ordre existant, au besoin en faisant alliance avec les fractions radicales de la bourgeoisie, sont les moyens qu'il se donne pour l'obtention des réformes.

Le Parlement étant le lieu où les différentes fractions de la bourgeoisie s'unissent ou s'affrontent pour gouverner la société, le prolétariat se doit d'y participer pour tenter d'infléchir son action dans le sens de la défense de ses intérêts et ceci malgré les dangers de mystification qu'une telle politique peut lui faire encourir.

Parallèlement, les élections constituent une tribune pour la propagande ouvrière, c'est pour cela que Marx écrit en 1850 :

*"Même là où il n'existe pas la moindre chance de succès, les travailleurs doivent présenter leurs propres candidats, afin de préserver leur indépendance, de compter leurs forces et de manifester au grand jour leur position révolutionnaire et leurs vues en tant que parti"*<sup>(12)</sup>.

Avec le XX<sup>e</sup> siècle, le capitalisme entre dans une nouvelle phase : celle de son déclin. Le partage du monde est terminé entre les grandes puissances. Chacune d'entre elles ne peut s'approprier de nouveaux marchés qu'au détriment des autres : le nouveau cycle de l'économie est désormais : crise – guerre impérialiste – reconstruction... Avec l'agonie du capitalisme s'ouvre, comme dit l'Internationale communiste, "l'ère des guerres et des révolutions". En Russie (1905 et 1917), Allemagne (1918-23), Hongrie (1919), Italie (1920), le prolétariat fait trembler le vieux monde et pose sa candidature à sa succession.

Pour faire face à ses difficultés croissantes, le capital est contraint de renforcer constamment le pouvoir de son État. De plus en plus, l'État tend à se rendre maître de l'ensemble de la vie sociale, en premier lieu dans le domaine économique. Cette évolution du rôle de l'État s'accompagne d'un affaiblissement du rôle du législatif en faveur de l'exécutif. Comme le dit le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste : "*Le centre de gravité de*

*de sa constitution en classe, et contribuait à la préparation de ses combats futurs pour la révolution communiste. C'est dans ce sens-là qu'il faut comprendre l'expression : "s'aménager la meilleure place possible dans le système"* [2008]

12) Adresse du Comité central de la Ligue des communistes, mars 1850. Marx, *Œuvres IV, Politique I*, Éditions Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1994, p. 555.

*la vie politique actuelle est complètement et définitivement sorti du Parlement."*

Aujourd'hui, en France, il est patent que l'Assemblée nationale n'a plus aucun pouvoir, c'est tout au plus une chambre d'enregistrement : la grande majorité (80%) des lois qu'elle vote est présentée par le gouvernement et une fois votée cette loi doit être promulguée par le Président de la république, et pour prendre effet, elle doit encore attendre que soit signé le décret d'application par ce même Président. Ce dernier peut d'ailleurs se passer carrément du Parlement pour légiférer en ayant recours aux ordonnances ou encore à l'aide de l'article 16 de la Constitution qui lui donne les pleins pouvoirs.

Ce rôle insignifiant du Parlement se traduit par une participation ridicule des députés à ses séances : la plupart du temps ils ne sont pas plus d'une vingtaine à suivre ses débats.

Dans d'autres pays où subsiste une constitution plus "démocratique", l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas par exemple, les crises gouvernementales se suivent ce qui indique une inadaptation des institutions aux nécessités actuelles du capital.

Le déclin du Parlement comme organe de pouvoir est un fait objectif lié à l'évolution de la société capitaliste et absolument indépendant de la volonté des hommes et des partis politiques. En ce sens, la promesse de certains partis, et en particulier de la gauche, de redonner vie au Parlement est parfaitement mystificatrice : autant vouloir ressusciter un cadavre.

**La question se pose donc : si les parlements et par suite les élections ont perdu l'essentiel du rôle politique qu'ils avaient au siècle dernier, pourquoi la bourgeoisie et ses différents partis font-ils un tel tapage et de telles dépenses pour pousser les citoyens vers les urnes ?**

#### A quoi servent aujourd'hui Parlements et élections ?

La théorie marxiste attribue à toute superstructure de la société de classes une double fonction : permettre que s'exercent du mieux possible les lois économiques au bénéfice de la classe dominante et entretenir auprès des classes dominées la mystification nécessaire pour qu'elles ne rejettent pas leur oppression. Le droit n'échappe pas à cette règle et c'est justement avec cette forme idéologique qu'on voit le mieux, au cours de l'histoire, se manifester cette double fonction.

A l'origine de la civilisation, le droit remplit essentiellement la première de ces fonctions et ceci avec une franchise quelquefois brutale : ainsi les juristes romains ne se gênent-ils pas

pour affirmer que les esclaves sont des "choses" et non des personnes. Mais plus le développement de l'économie et de la civilisation font entrer l'ensemble de la société dans la vie sociale active, plus la fonction essentielle du droit devient, non pas de refléter, mais précisément de masquer la réalité économique et sociale. Ainsi, le droit féodal qui reconnaît l'existence de privilèges et déclare "sujets" la majorité des hommes, est-il incomparablement plus sincère que le droit bourgeois avec son "peuple souverain" et ses "citoyens" "égaux en droit". De même, l'exploitation de l'ouvrier dans la société capitaliste est autrement plus insidieuse et voilée que celle du serf dans la société féodale pour qui le temps de travail qu'il consacre à lui-même est matériellement distinct de celui qu'il donne au seigneur.

Comme forme juridique et politique l'institution parlementaire et électorale exerce donc cette double fonction et c'est justement la reconnaissance de cette dualité et de son évolution historique qui permet d'élucider le changement d'attitude de la bourgeoisie à l'égard du phénomène électoral.

Il est certain qu'au siècle dernier la fonction mystificatrice du Parlement et des élections existait déjà comme était déjà mystificateur l'ensemble des superstructures mises en place par la bourgeoisie au cours de sa révolution et en premier lieu ses Constitutions qui toutes sont fondées sur la "souveraineté du peuple". Dès 1879, Marx et Engels, dans une lettre circulaire<sup>(13)</sup>, mettaient en garde la Social-démocratie contre les dangers de la mystification électoraliste, mystification à laquelle Engels lui-même n'échappait pas quand il écrivait en 1895 :

*"Mais en utilisant ainsi efficacement le suffrage universel, le prolétariat avait mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle, qui se développa rapidement. On s'aperçut que les institutions d'État où s'organise la domination de la bourgeoisie offraient encore d'autres possibilités d'utilisation permettant à la classe ouvrière de combattre ces mêmes institutions. (...) Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à craindre davantage l'action légale que l'action illégale du parti ouvrier, les succès aux élections que ceux de la rébellion"*<sup>(14)</sup>.

13) Circulaire à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke, septembre 1879. Marx et Engels, *la Social-démocratie allemande*, Éditions 10/18, Paris, 1975, p. 133.

14) Engels, "Introduction" de 1895 à *Jes Luites de classes en France* de Marx, Édi-

Mais pendant toute cette période, la fonction mystificatrice de l'institution parlementaire passe au second rang derrière la fonction politique, et ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie fait tout son possible pour en interdire l'accès au prolétariat. En même temps que s'amenuise la fonction politique effective du Parlement, sa fonction mystificatrice grandit et la bourgeoisie ne s'y trompe pas qui, dès 1917 en Russie, et 1919 en Allemagne, brandit l'Assemblée Constituante contre la révolution prolétarienne, d'une façon désespérée dans le premier cas mais avec succès dans le second.

*Désormais, la démocratie parlementaire sera le meilleur moyen dont disposera la bourgeoisie pour domestiquer le prolétariat.* Et la défense de cette démocratie sera le thème qui permettra de mobiliser les travailleurs pour la seconde boucherie inter impérialiste là où les mots d'ordre nationalistes sont restés sans effet.

### Rôle des élections dans la crise actuelle

Depuis des décennies les différentes bourgeoisies avec leurs partis et leurs coalitions interchangeables, démocrates et républicains, conservateurs et travaillistes, sociaux-démocrates et démocrates chrétiens, centre droit et centre gauche ont amusé la galerie en faisant croire que leurs élections permettaient un choix véritable, mais cette alternance même fait partie de la mystification puisqu'elle ne représente aucun changement véritable, ni souvent même minime, dans la façon dont ces bourgeoisies gèrent leur capital national.

Dans toute la période de reconstruction qui suit la seconde guerre mondiale et pendant laquelle le capital mondial semble avoir résolu de façon définitive ses contradictions, le petit train-train électoral suffit, sans efforts particuliers de la bourgeoisie, à produire une dose suffisante d'illusions pour maintenir le prolétariat en place.

Depuis quelques années, le capitalisme est entré dans une nouvelle période de difficultés et de soubresauts. *Révolution internationale* en a suffisamment traité depuis 1968<sup>(15)</sup> pour qu'on n'y revienne pas ici<sup>(16)</sup>.

tions sociales, collection Essentiel, Paris, 1984, p. 67.

15) *Révolution internationale ancienne série* n° 2, février 1969 : "La crise monétaire" et "Comprendre Mai"; *Révolution internationale ancienne série* n° 6 et 7, janvier/avril 1972 : "La crise".

16) On pourra trouver également de nombreux articles sur ce thème, publiés dans

A ces difficultés, le prolétariat mondial a opposé une réaction inconnue depuis 50 ans<sup>(17)</sup> et est revenu hanter, à l'Est comme à l'Ouest, l'ensemble de la classe capitaliste. Celle-ci a dû réagir à son tour, en même temps qu'elle a commencé à prendre une série de mesures de sauvegarde de ses économies nationales : dévaluation, plans d'austérité, blocage des prix et des salaires, elle s'est remise à brandir frénétiquement et avec des moyens exceptionnels son suffrage universel et ses élections.

En France, la manœuvre est plus qu'évidente. Certes, la venue au pouvoir de la gauche a de quoi effrayer un certain nombre de professionnels de la politique qui, depuis 15 ans, têtent au pis du gaullisme et qui se retrouveraient sans emploi. Elle peut inquiéter un certain nombre de capitalistes qui se verraient obligés de vendre leurs usines à l'État, mais avec les dédommagements qu'on leur donnerait, ils pourraient toujours réinvestir dans les 85% de l'économie non touchée par les nationalisations. Mais Marchais<sup>(18)</sup>, Mitterrand<sup>(19)</sup> et compagnie font tous leurs efforts pour rassurer la bourgeoisie : Pompidou<sup>(20)</sup> pourra rester en place s'il veut, il n'est pas question d'étendre les nationalisations au delà de celles prévues dans le programme et Marchais n'a pas peur de dire : "*Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance*"<sup>(21)</sup>.

Bref, si Mitterrand et Marchais venaient au pouvoir, cela ne changerait pas grand chose à la situation du capital national, plutôt moins que les mesures de 1945 avec de Gaulle<sup>(22)</sup>. Quant aux travailleurs, ils sont déjà prévenus : en échange de quelques broutilles accordées depuis déjà longtemps dans d'autres pays européens,

notre *Revue internationale* et consultables sur le site Internet du CCI [2008]

17) À l'époque où a été écrit cet article, les 50 ans en arrière correspondent à la vague révolutionnaire des années 1920 du XX<sup>e</sup> siècle. Plus précisément, cette période révolutionnaire qui ébranla le monde capitaliste s'étendit de 1917 à 1923 avec des prolongements jusqu'en Chine en 1927 [2008].

18) Georges Marchais, Secrétaire général du Parti communiste français de 1972 à 1994 [2008].

19) François Mitterrand, futur Premier secrétaire du Parti socialiste quelques mois plus tard et Président de la République élu en 1981, était alors dirigeant de la Convention des institutions républicaines [2008].

20) Georges Pompidou était alors le Président de la République en France [2008].

21) Conférence de presse du 22 janvier 1973.

22) Il s'agit du programme de nationalisations adopté par De Gaulle pour relever l'économie nationale.

ils seraient conviés à être encore plus exploités... et dans l'enthousiasme !

En fait, pour la bourgeoisie, l'enjeu principal des élections n'est pas dans l'équipe qui sera au pouvoir au lendemain du 11 mars : quelle que soit la coloration de celle-ci, sa politique lui sera dictée par des nécessités qui dépassent les convictions et les intérêts particuliers des hommes et des partis, les nécessités de la défense du capital national, privé et étatique, contre les travailleurs et contre les autres capitaux nationaux<sup>(23)</sup>.

Le véritable enjeu des élections est ailleurs. Pour tous les partis du Capital, ce qui compte aujourd'hui par dessus tout, c'est bien de briser l'offensive que la classe ouvrière a réengagée depuis plusieurs années contre l'exploitation, et les élections sont un excellent moyen de détourner son mécontentement vers un terrain qui n'est pas le sien, où elle ne peut être que vaincue. Tous les grands partis du Capital tiennent aux travailleurs le même langage : "Laissez là vos luttes et allez voter". C'est ainsi que Pierre Messmer<sup>(24)</sup> exhorte les travailleurs à la "modération" et fait appel à leur "solidarité nationale", alors que Georges Séguy<sup>(25)</sup> déclare sans ciller :

*"Il n'est pas exclu qu'on suppose une aggravation de la tension sociale susceptible de dégénérer en épreuve de force propice à toutes sortes de provocations, qui pourraient être bénéfiques aux intérêts politiques de la majorité à la veille des élections politiques. Nous sommes tout à fait conscients de ce danger. On aurait tort de croire, en haut lieu, que nous sommes prêts à tomber dans le panneau... Nous réaffirmons que nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale"*<sup>(26)</sup>.

C'est donc clair : la CGT ne

tombera pas dans le panneau... de la lutte de classes. Et elle joint l'acte à la parole : la combativité qu'ont manifestée les travailleurs français jusqu'à la fin 1972 a partout rencontré une solide détermination des syndicats pour l'étouffer. On se souvient de la façon dont la grève dans la banque a été brisée début décembre. On se souvient également de la "journée d'action" du 26 octobre, des mots d'ordre de grève tournante dans la SNCF, de la manifestation platonique du 9 décembre sur l'Éducation nationale.

Toutes ces manoeuvres, loin d'inciter à l'action, sont destinées à convaincre, par leur échec, les travailleurs de l'inefficacité de toute action, à les démoraliser et à leur présenter ainsi le bulletin de vote comme *le seul moyen* d'exprimer leur mécontentement et de changer quelque chose.

Il est évident que les partis de gauche n'ont pas pour seul objectif de briser la combativité ouvrière ; ce qui est au centre de leurs préoccupations c'est bien sûr la conquête du pouvoir, mais celle-ci signifie la lutte contre tout mouvement prolétarien. S'ils remportent la victoire en mars, ils affronteront directement les travailleurs avec tous les instruments de coercition de l'État, tout en leur disant qu'ils doivent faire des sacrifices pour ne pas "faire le jeu de la réaction" ou bien "de l'étranger". S'ils échouent à ces élections, ils continueront, par l'intermédiaire des syndicats qui leur sont inféodés, à saboter les luttes afin de ne pas "compromettre le résultat des suivantes". Dans un cas comme dans l'autre, les élections seront toujours utilisées par la gauche pour défendre le capital contre les travailleurs.

En résumé, on peut donc dire que, *face à une situation économique qui s'aggrave de mois en mois et face à une montée des luttes prolétariennes de plus en plus menaçantes, le capital déploie tous ses moyens de mystification pour maintenir ses positions. Comme les "luttes de libération nationale"*<sup>(27)</sup>, *les élections font partie de son arsenal et la frénésie qui entoure celles-ci aujourd'hui est à la mesure de la crise dans laquelle il s'enfonce.*

27) L'utilisation du terme "lutte de libération nationale" pour désigner les confrontations armées entre les deux grands blocs impérialistes par pays de la périphérie interposés avait pour objectif de tenter de dissimuler la nature impérialiste des deux camps en présence, celui de l'ouest et celui de l'est, et notamment ce dernier alors qu'il était présenté par les PC comme celui du socialisme et que sa tête de bloc, l'URSS, était quant à elle qualifiée d'État ouvrier dégénéré par les trotskistes.

## Le jeu et les arguments des trotskistes

À la gauche de la gauche, on revoit s'agiter les trotskistes. Jusqu'à présent, l'essentiel de leur propagande a tourné autour de la lutte "anti-impérialiste". À grand renfort de campagnes, de meetings et de cortèges, ils ont essayé de battre le PCF sur son terrain : celui de la défense du "camp socialiste". Dans les conflits inter-impérialistes qui, sous couvert de libération nationale, font chaque année des centaines de milliers de morts, ils ont joué et continuent de jouer le rôle ignoble des véritables jusqu'au-boutistes.

Maintenant, à l'approche des élections, leur rôle de chien de garde du capital a trouvé une nouvelle occasion de s'exercer. S'engageant à fond dans la campagne électorale, présentant plus de 300 candidats, ils demandent aux travailleurs un "vote de classe" et se font les rabatteurs, au second tour, pour les partis de gauche.

Leur participation aux élections revêt donc un double caractère : présentation d'un certain nombre de candidats (et même d'un nombre certain pour certaines organisations) au premier tour et campagne en faveur du candidat de la gauche au second tour (et même au premier pour l'OCI-AJS)<sup>(28)</sup>.

En faveur du vote pour les partis de gauche, ils avancent les arguments suivants :

- ce vote leur permet de ne pas se couper des masses ouvrières ;
- le vote pour "l'union de la gauche" est un vote de classe ;
- il va dans le sens du "front unique ouvrier" qui doit "mettre les partis ouvriers au pied du mur".

Quant à la présentation de candidats trotskistes, elle est justifiée de la façon suivante :

- elle doit permettre d'envoyer Marchais et Mitterrand au gouvernement sans leur donner carte blanche ;
- elle permet d'utiliser la campagne électorale comme une tribune en faveur de la propagande révolutionnaire à un moment où l'intérêt des masses est polarisé sur les élections ;
- en cas d'élection de candidats révolutionnaires, ceux-ci peuvent utiliser le Parlement comme une tribune pour leur propagande ;
- le résultat des élections permet de "tâter le pouls" de la classe ouvrière, de sa combativité et de

23) Georges Marchais est particulièrement clair là-dessus, lui qui s'insurge, dans la préface du "Programme commun", de ce que "l'intérêt national n'est pas ce qui guide la politique de l'UDR" [Union des démocrates pour la République, nom du parti gaulliste de 1971 à 1976 d'où vient l'UMP actuelle], et qui se propose de rassembler "des patriotes... qui s'alarment avec raison de voir le pouvoir faire bon marché de la grandeur et de l'indépendance françaises" (page 42). Étant donné que, pour les communistes, il est incontestablement admis, depuis le Manifeste de 1848, que "les prolétaires n'ont pas de patrie", cet "intérêt national" ne peut évidemment signifier autre chose que l'intérêt du capital national.

24) Pierre Mesmer : Premier ministre français de 1972 à 1974 [2008].

25) Georges Séguy : Secrétaire général de la CGT française de 1967 à 1982 [2008].

26) Le Monde du 25/11/72.

28) Organisation communiste internationale/Alliance des jeunes pour le socialisme, groupe trotskiste lambertiste, ancien nom de l'actuel Parti des travailleurs [2008].

l'influence que les révolutionnaires ont sur elle.

Étudions chacun de ces arguments.

### Ne pas se couper des masses...

Sous des formes différentes, cet argument est repris par chacune des trois organisations trotskistes les plus importantes.

Comme souvent, la palme de l'opportunisme revient à l'OCI-AJS qui écrit dans son *Appel aux travailleuses, travailleurs, militants et jeunes* :

*"Elles (les revendications et aspirations exprimées dans la campagne électorale) ouvrent la perspective d'un gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste. Le prolétariat est prêt à s'engager dans l'enthousiasme dans cette bataille politique. Sans conditions<sup>(29)</sup>, l'OCI et l'AJS luttent pour un tel gouvernement."*

La position de la Ligue communiste<sup>(30)</sup> ne vaut guère mieux, bien que plus nuancée :

*"Au deuxième tour, nous appellerons à voter nationalement pour l'Union de la Gauche. Nous ne présenterons pas pour autant un éventuel gouvernement PS-PC comme un gouvernement des travailleurs, nous expliquons seulement aux masses qui croient encore en cette voie électorale que notre défection ne pourra être utilisée par les traîtres réformistes pour expliquer leur échec de demain"<sup>(31)</sup>.*

Quant à Lutte ouvrière, elle considère qu'elle a :

*"... pour devoir de combler le fossé existant entre [elle] et les travailleurs influencés par le PCF, c'est à dire sinon la majorité de la classe ouvrière, du moins la majorité écrasante de son avant-garde"<sup>(32)</sup>.*

Cet argument qui consiste à dire : "pour ne pas se couper des masses il faut faire ce que font les ouvriers, être là où ils se trouvent" relève d'une forme aiguë d'opportunisme. C'est l'argument qu'ont utilisé tous les sociaux-patriotes en 1914 pour justifier leur soutien à la guerre impérialiste et leur participation aux gouvernements d'union nationale et contre lequel les révolutionnaires se sont violemment élevés à cette époque, en particulier Lénine dans *Contre le courant*. *C'est l'argument de toutes les capitulations devant la bourgeoisie.*

29) Souligné par nous.

30) La Ligue communiste est l'ancien nom de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) actuelle [2008].

31) Résolution politique du 3<sup>e</sup> Congrès de la Ligue communiste.

32) *Lutte de classe*, revue théorique du groupe publiant l'hebdomadaire *Lutte ouvrière*.

Rappelons (un exemple parmi beaucoup d'autres) que c'est en l'utilisant que les trotskistes d'Argentine ont, à une époque, soutenu ce fasciste au petit pied qu'était Juan Perón.

### Un vote de classe...

Dans cette argumentation, l'OCI-AJS encore une fois bat des records :

*"Contre le capital, ses partis, ses gouvernements. Pour le Front unique des organisations ouvrières votez classe contre classe."*

*"À la question : Quel gouvernement peut satisfaire les revendications (du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées des villes et des campagnes), il n'existe qu'une réponse : seulement un gouvernement des grands partis ouvriers, un gouvernement formé par le ps et le pcf, un gouvernement sans représentants des partis bourgeois"<sup>(33)</sup>.*

La Ligue communiste, comme d'habitude est plus nuancée :

*"Le PS ne peut être défini aujourd'hui ni comme un parti bourgeois, ni comme un parti ouvrier bourgeois du fait de la faiblesse de l'implantation ouvrière"<sup>(34)</sup>.*

*"Dans l'union de la gauche, c'est le PCF, parti ouvrier réformiste qui est aujourd'hui hégémonique. C'est lui qui a imposé ses conditions. C'est cette hégémonie du PC qui donne à l'ensemble de l'alliance sa nature de classe, et non la présence de tel ou tel politicien bourgeois"<sup>(35)</sup>.*

De la même façon que sur le nombre "d'États ouvriers" existants à l'heure actuelle, les différents groupes trotskistes sont divisés sur le nombre de "partis ouvriers" qu'on peut compter en France. Si pour l'OCI-AJS, le PCF et le PS sont tous les deux des "partis ouvriers", pour la Ligue communiste et Lutte ouvrière, seul le PCF est digne du label.

Les arguments donnés pour caractériser comme ouvrier tel ou tel parti peuvent se résumer ainsi :

1) *Ses origines historiques* : le PS est le descendant de la SFIO qui était une des sections de la II<sup>e</sup> Internationale qui, à une époque, était une organisation défendant réellement les travailleurs. Le PC, lui, fut une section de la III<sup>e</sup> Internationale qui en 1919

33) Notons que cette formulation de l'Appel signifie que le pouvoir direct des travailleurs, la dictature du prolétariat organisé en Conseils, ne pourrait pas satisfaire ces revendications puisqu'à la question posée, "il n'existe qu'une réponse".

34) Résolution politique du III<sup>e</sup> Congrès de la Ligue communiste.

35) *Rouge* (organe de presse de la Ligue communiste) n° 184, page 10 : "Qu'est-ce qu'un vote de classe?".

constituait l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat mondial. Leur caractère prolétarien se serait donc perpétué jusqu'à nos jours.

2) *Sa composition sociologique* et la confiance que lui témoignent les travailleurs : le caractère ouvrier du PC tiendrait, d'après la Ligue et Lutte Ouvrière, à son "implantation" dans la classe ouvrière et dans les syndicats.

3) *Le lien organique* qui le rattache aux "États ouvriers dégénérés" : c'est le grand dada de la Ligue Communiste et en particulier de Weber<sup>36</sup> qui font découler le caractère ouvrier du PCF de son allégeance à Moscou.

4) *Les références au socialisme* faites dans ses statuts.

Voyons ce que valent ces différents arguments.

### 1) Les origines historiques

La société capitaliste a deux moyens de lutter contre les organisations qui défendent les intérêts de la classe ouvrière : soit de les détruire physiquement par la répression, soit de les corrompre et de les transformer en rouages du système. Aucune organisation de la classe n'échappe à cette pression corruptrice du capital et en particulier les organisations permanentes qui ont un caractère de masse, c'est à dire qui sont composées d'individus qui, bien que travailleurs, sont, en "temps normal", pour le plus grand nombre, soumis à l'idéologie bourgeoise.

Les partis sociaux-démocrates et communistes étaient, à l'origine, des organes de la classe ouvrière. Mais la longue période de prospérité et de luttes réformistes qui va de la Commune à 1914 pour les premiers et la terrible contre-révolution qui s'est abattue en Russie et dans le monde entier après la vague révolutionnaire de 1917 à 1923 pour les seconds ont eu raison de leur nature ouvrière et les ont transformés en principaux artisans de la contre-révolution. La nature de classe d'une organisation ouvrière ne lui est pas donnée d'une façon éternelle. *Si l'on peut affirmer avec certitude qu'un parti bourgeois ne deviendra jamais un parti prolétarien, on peut par contre dire que tout parti prolétarien est constamment menacé de devenir un instrument du capital* : les exemples historiques ne manquent pas, et ce mouvement à sens unique s'explique par le poids énorme qu'exerce l'idéologie bourgeoise sur les esprits : "Les idées dominantes d'une époque

36) Henri Weber, leader trotskiste de l'époque. Comme beaucoup d'autres, il est passé depuis au PS dont il est devenu sénateur [2008].

sont les idées de la classe dominante” (Marx).

## 2) L'implantation dans la classe ouvrière

Pour les mêmes raisons qu'on vient de voir, cet argument ne tient pas non plus. Dans une période où la bourgeoisie règne en maître incontesté, la majorité des travailleurs a une mentalité dominée par l'idéologie bourgeoise (ce qui ne veut pas dire que ceux-ci pensent exactement de la même façon que leurs exploités). Dans ces conditions, tout parti qui a la confiance de la majorité des travailleurs ne peut l'obtenir qu'en abandonnant ses positions (en ce sens, seule une organisation ultra-minoritaire peut, dans une telle période, être le porteur des intérêts historiques du prolétariat).

*La nature ouvrière d'une organisation n'est pas une question de statistique sociologique mais de fonction qu'elle exerce au sein de la société et de la lutte de classe.* Si on retenait un tel critère statistique il faudrait dire que le parti nazi était bien plus ouvrier qu'un certain nombre de partis “communistes” actuels.

## 3) Le lien existant entre les partis “communistes” et l'URSS

Il n'est pas question d'entrer ici dans une analyse économique de l'URSS et des pays dits socialistes<sup>37</sup>. Nous nous contenterons de rappeler l'exploitation aiguë subie par les travailleurs d'URSS sous couvert de “stakhanovisme” et “d'émulation socialiste”, la déportation et l'extermination de millions d'entre eux qui tentaient de résister à cette exploitation inhumaine, la répression qu'ils continuent de subir aujourd'hui où la grève est considérée comme un crime et où depuis 1953 en Allemagne de l'Est, 1956 en Hongrie, 1970 en Pologne, ces régimes “socialistes” ont la palme quant à l'écrasement de mouvements prolétariens et au nombre d'ouvriers tués.

*Tous ces faits attestent la nature profondément anti-ouvrière et contre-révolutionnaire de ces “États ouvriers”* et l'argument de la Ligue se retourne contre elle : le seul fait pour les partis “communistes” de les appuyer suffit derechef à *conférer à ces partis* (ainsi qu'aux trotskistes qui également défendent l'URSS) *une nature profondément anti-ouvrière et donc capitaliste.*

37) Pour cela, voir l'article sur “Le capitalisme d'État et la loi de la valeur” qui est paru dans les nos 3 et 4 de *Révolution internationale nouvelle série* (avril et juin 1973) et le chapitre sur “Le capitalisme d'État” dans le n° 1 de *Révolution Internationale nouvelle série* n° 1 (décembre 1972).

## 4) Les références au socialisme faites dans les statuts

L'OCI-AJS est spécialiste de ce genre d'arguties, elle qui a considéré que la social-démocratie allemande avait perdu son caractère ouvrier le jour où elle a abandonné toute référence au marxisme. Ainsi, l'écrasement de la révolution allemande en 1919, l'assassinat de Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et de milliers d'ouvriers, toutes œuvres de la social-démocratie, n'auraient pu faire ce que la simple modification d'une phrase dans ses statuts a suffi à réaliser : la modification de la nature de classe d'une organisation politique ! Pouvoir des mots !

Il est à noter que l'OCI-AJS a l'air de revenir sur cette analyse puisqu'il semble qu'elle accorde à nouveau le label ouvrier à la social-démocratie quand elle écrit à propos des élections en Allemagne : “C'est contre l'ennemi de classe que les travailleurs et les jeunes ont utilisé le terrain électoral en votant SPD”<sup>(38)</sup>.

Il est vrai que l'OCI-AJS nous a habitué à ces volte-face : n'a-t-elle pas crié sur tous les toits que l'entrée de Mitterrand et de la Convention<sup>(39)</sup> dans la SFIO allait enlever à celle-ci son caractère ouvrier.

Aujourd'hui, Mitterrand dirige le PS issu de cette fusion et celui-ci est toujours, pour l'OCI-AJS, un “parti ouvrier”.

Pour les révolutionnaires, les statuts d'une organisation ne prouvent rien sur sa nature “ouvrière”. Pas plus qu'un individu on ne juge un parti sur l'idée qu'il a de lui-même. Pour nous il n'existe pas une “essence” prolétarienne historique ou statistique des partis sociaux-démocrates et communistes. Ces partis sont ce qu'ils font. Leur nature leur est conférée par la fonction qu'ils assument dans la société bourgeoise.

Le rôle joué par les partis sociaux-démocrates depuis 1914, d'abord comme sergents recruteurs pour la boucherie inter-impérialiste, ensuite comme bourreaux de la classe ouvrière, enfin comme gérants fidèles du capital *suffit amplement à les caractériser comme des partis bourgeois.*

De même, la défense des intérêts impérialistes de l'URSS depuis les années 1930, le coup de poignard dans le dos du prolétariat espagnol en 1936, la mobilisation des travailleurs sous

38) *Informations ouvrières* n° 593

39) La Convention des institutions républicaines (CIR) est un parti créé par François Mitterrand en 1964. Il cesse d'exister pour se fondre dans le Parti socialiste au congrès d'Épinay le 16 juin 1971 suite auquel Mitterrand devient alors Premier secrétaire du PS [2008].

couvert de “résistance antifasciste” pour le second conflit inter-impérialiste, la défense jalouse des intérêts du capital exercée par les ministres communistes dans neuf pays occidentaux après la “libération”<sup>(40)</sup> sans oublier l'exploitation et la terreur policière appliquées aux travailleurs des pays de l'Est, *rangent définitivement les partis “communistes” dans le camp du capital.*

## Le front unique et la mise au pied du mur

Cette tactique adoptée aux troisième et quatrième Congrès de l'Internationale communiste consiste pour les communistes à apporter leur appui aux partis (à l'époque les sociaux-démocrates) qui se réclament de la classe ouvrière sans défendre ses intérêts, afin de faire faire à celle-ci son expérience.

Devant les reniements et les trahisons de ces partis une fois au pouvoir, les travailleurs prendraient conscience de leur véritable nature et se tourneraient vers les révolutionnaires. Aujourd'hui il s'agirait donc de soutenir la gauche afin que celle-ci, une fois au pouvoir, se démasque aux yeux des travailleurs qui se tourneraient alors vers les trotskistes.

Depuis qu'elle est appliquée, cette tactique a toujours échoué. Jamais, depuis 1922, les travailleurs ne se sont lancés dans des luttes révolutionnaires après qu'ils aient mis au pouvoir les partis de gauche. En fait, en 1923, cette tactique mise en application dans certains États allemands à la tête desquels se trouvait une coalition communistes/sociaux-démocrates fut un coup de poignard dans le dos du soulèvement révolutionnaire des ouvriers allemands. Par cette alliance avec la social-démocratie, le parti communiste servit de caution à celle-ci et lui laissa les mains libres pour massacrer les travailleurs.

La tactique qui consiste à “faire faire sa propre expérience” à la classe se résume à la pousser à l'échec afin qu'elle comprenne après coup les dangers qui la menaçaient. Que penserait-on de l'attitude qui consisterait à pousser un enfant dans un escalier au lieu de le mettre en garde par avance,

40) On se souvient du Vice-président [“communiste”] du Conseil Maurice Thorez exhortant les travailleurs au labeur avec des phrases du genre : “Retrouvez vos manches !”, “Travailler d'abord, revendiquer ensuite !”, “La grève est l'arme des trusts !”. On se souvient aussi des bombardements de Sétif (20 000 à 40 000 morts) dirigés par le ministre [“communiste”] de l'Aviation Charles Tillon, aujourd'hui “récupéré” par la Ligue communiste (on a les amis qu'on mérite).

afin qu'il se rende compte que c'est là un endroit dangereux où il faut faire attention? Une telle attitude serait évidemment absurde, c'est pourtant la même que celle du "Front unique".

Il est clair que c'est avant tout à partir de sa propre expérience que la classe ouvrière élève son niveau de conscience. Mais, contrairement à ce que pensent les trotskistes, les révolutionnaires ne peuvent réellement contribuer à cette prise de conscience qu'en luttant contre toutes les mystifications qui pèsent encore sur les travailleurs et non en les reprenant à leur compte. Une telle attitude est évidemment impopulaire et ne leur permet pas de gagner immédiatement la "confiance des masses" et c'est bien cela qui préoccupe les trotskistes d'aujourd'hui.

Ce que recouvre en fait la tactique du "Front unique" c'est un opportunisme sans scrupule à l'adresse des partis sociaux-démocrates et stalinien de qui les trotskistes essayent de se faire reconnaître comme organisation "sérieuse" et "responsable". D'une façon inavouée, ce que recherchent et réclament en pleurnichant ces individus c'est un strapontin dans un futur "gouvernement ouvrier" PS-PCF, comme dit l'OCI-AJS, ou le droit d'y jouer le rôle de la mouche du coche.

Le "Front unique" entre le PS, le PCF et les trotskistes sera peut-être un jour une réalité, mais il s'exercera alors *non pas en faveur* des travailleurs mais assurément *contre*.

Mais dès aujourd'hui, appeler les travailleurs à voter pour les partis de gauche, rebaptisés pour la circonstance "partis ouvriers", afin de les "mettre au pied du mur", *revient en fait à jouer le triste rôle de larbins de ces partis*; d'abord en perpétuant le mythe de leur caractère ouvrier qui a bien besoin d'être rafraîchi, ensuite en n'étant rien d'autre que *des colleurs d'affiche bénévoles au service de "l'Union de la Gauche"* tentant de racler à son profit les quelques voix des travailleurs que n'auraient pu séduire les chants de sirène des grands camps en présence.

#### **"Présenter des candidats pour ne pas donner carte blanche à un gouvernement de gauche"**

C'est exactement en ces termes que Lutte ouvrière défend sa politique en titrant :

*"Pourquoi des candidats de Lutte ouvrière aux élections législatives? Pour que les travailleurs puissent envoyer Marchais et Mitterrand au gouvernement sans leur donner carte blanche."*

L'OCI-AJS, de son côté, utilise un argument semblable quand elle écrit : *"Voter OCI-AJS, c'est affirmer la*

*nécessité de rassembler, d'organiser les militants, les travailleurs, les jeunes, qui veulent agir pour que le PS et le PCF rompent avec les partis bourgeois et réalisent le Front Unique Ouvrier, se battent pour former un gouvernement sans ministre capitaliste."*

Disons tout de suite que la perspective de l'OCI-AJS est plutôt mal engagée puisque Marchais, à la tribune du XX<sup>e</sup> Congrès du PCF, tendait la main à "ceux qui ont suivi de Gaulle par patriotisme" et se déclarait prêt, dans une interview à un journal anglais, à accueillir dans le futur gouvernement de gauche des centristes rebaptisés pour la circonstance "républicains de progrès".

Il est probable que les trotskistes recueilleront quelques centaines de milliers de voix aux élections législatives mais cela ne représentera de toutes façons pas grand chose à côté de la douzaine de millions de voix nécessaires à la gauche pour l'emporter. Et même si la proportion leur était plus favorable, cela ne changerait rien à l'affaire : *la bourgeoisie et ses partis se moquent bien de la pression morale et platonique de petits morceaux de papier dans les urnes.*

*Le seul moyen dont disposent les travailleurs pour ne pas donner carte blanche à un gouvernement, quel qu'il soit, demeure la lutte de classe* et c'est justement cette lutte de classe que la politique électoraliste des trotskistes contribue à endormir.

#### **La campagne électorale comme tribune**

On lit dans *Lutte de classe* n° 2 :

*"D'une manière générale les révolutionnaires, tout en ne se faisant aucune illusion sur le parlementarisme et en dénonçant publiquement ces illusions auprès des travailleurs, ont trois raisons fondamentales de participer à des élections au Parlement bourgeois. Tout d'abord, se servir de la campagne, aussi bien de l'intérêt qu'elle suscite auprès des électeurs et notamment des électeurs populaires que des moyens d'information qui sont mis à la disposition des candidats par l'État à cette occasion, pour développer une large propagande en faveur du programme et des idées révolutionnaires."*

*"Ensuite, compter leurs partisans. Cela peut se faire suivant les moments soit sur le programme socialiste, soit sur un programme plus limité mais correspondant aux questions de l'heure et y apportant la réponse des travailleurs révolutionnaires... Les résultats électoraux ne constituent jamais qu'un reflet déformé de l'état d'es-*

*prit du pays et des travailleurs. Ce reflet, tel qu'il est, est tout de même un moyen irremplaçable* <sup>(41)</sup> *de connaître et de vérifier cet état d'esprit et l'influence des idées et des organisations révolutionnaires."*

*"Enfin, éventuellement, envoyer des militants révolutionnaires au Parlement pour se servir de la tribune qu'elle offre à ceux-ci. Il est vrai que, en France tout au moins, cette tribune est de moins en moins écoutée. Il est vrai aussi que dans l'état actuel des choses il y a très peu de chances pour qu'un militant révolutionnaire soit élu."*

Le premier de ces arguments est repris par la Ligue communiste :

*"La présentation de candidats partout où la Ligue est implantée doit nous permettre de bénéficier de toutes les tribunes qu'offrent les institutions bourgeoises en période électorale (radio et presse régionale, etc.) afin de capter l'attention des travailleurs."*

*"L'expérience a montré qu'il n'y a pas de campagne politique, en période électorale, sans participation directe à la compétition. Ne pas présenter de candidats, c'est passer sous la table"* <sup>(42)</sup>.

Commençons par répondre à ce premier argument. Classe minoritaire dans la société, la bourgeoisie exerce le pouvoir non dans son ensemble mais en le déléguant à une fraction minoritaire d'elle-même regroupée dans les partis politiques. Cela est valable aussi bien dans les "démocraties" (concurrence entre plusieurs partis) que dans les régimes totalitaires fascistes ou stalinien (parti unique).

Ce pouvoir d'une minorité de spécialistes de la politique n'est pas seulement le reflet de la position minoritaire de la bourgeoisie au sein de la société, il est également nécessaire pour préserver les intérêts généraux du capital national face aux intérêts divergents et concurrents des différentes fractions de cette bourgeoisie. Ce mode de pouvoir par délégation est donc *inhérent* à la société bourgeoise et se reflète dans *chacune* de ses institutions et principalement dans le suffrage universel. Celui-ci est même le moyen privilégié par lequel "la population", en fait la bourgeoisie, "confie" le pouvoir à un ou plusieurs partis politiques.

L'action révolutionnaire du prolétariat ne s'accommode pas de tels schémas. Dans ce cas, ce n'est pas à une délégation minoritaire de la classe que revient le rôle d'agir et de prendre le pouvoir mais à l'ensemble de la classe. C'est là la condition indispen-

41) Souligné par nous.

42) Rouge n° 184, page 10.

sable du succès de tout mouvement prolétarien. *Le suffrage universel ne peut donc, de quelque façon que ce soit, servir de cadre pour l'engagement révolutionnaire du prolétariat contre l'ordre existant. Loin de favoriser la mobilisation et l'initiative des plus larges masses, il tend au contraire à maintenir leurs illusions et leur passivité.*

En ce sens, les révolutionnaires, dont le rôle n'est pas de constituer la minorité à qui la classe confie son pouvoir, mais au contraire à contribuer à la prise de conscience et à l'auto-organisation de celle-ci, ne peuvent en aucune manière utiliser les campagnes électorales comme tribune. Tous les moyens ne sont pas bons pour faire de la propagande révolutionnaire et en particulier, *la participation aux élections s'oppose au but que se proposent d'atteindre les révolutionnaires : la nécessité pour la classe d'agir par elle-même.*

#### **Le Parlement comme tribune révolutionnaire**

Lutte ouvrière le constate plus haut elle-même : "dans l'état actuel des choses, il y a très peu de chances pour qu'un militant révolutionnaire soit élu". Gageons que les trotskistes reprendront un jour à leur compte la revendication du PCF depuis 1958 : le retour à la représentation proportionnelle qui leur permettrait d'avoir un certain nombre d'élus et donc de tribuns parlementaires.

Même si cette éventualité d'élections de candidats trotskistes n'est pas actuellement à l'ordre du jour<sup>(43)</sup>, il faut répondre à cette conception du Parlement comme tribune révolutionnaire qui se retrouve de façon constante dans tous les courants se revendiquant de la III<sup>e</sup> Internationale.

L'argumentation développée contre l'utilisation de la campagne électorale s'applique à plus forte raison contre l'utilisation du Parlement par les révolutionnaires.

Mais ce n'est pas tout. La participation au Parlement est en plus pour les partis révolutionnaires un facteur puissant de dégénérescence opportuniste. Déjà, dans les partis de la II<sup>e</sup> Internationale, les fractions parlementaires constituaient toujours les ailes droites. Rien de plus normal à cela : plus le programme et la propagande d'un candidat sont modérés, plus celui-ci a de chances d'être élu par un

électorat imprégné de l'idéologie de la classe dominante. Pour conserver leur siège, les députés sociaux-démocrates faisaient pression pour orienter la politique de leur parti toujours plus à droite.

Lénine et la III<sup>e</sup> Internationale sont parfaitement conscients de ce fait. Mais ils considèrent que le seul exemple de Liebknecht, utilisant la tribune parlementaire de façon révolutionnaire pendant la guerre, suffit à justifier une telle tactique. Ils pensent aussi que le danger d'opportunisme peut être conjuré par une discipline très stricte dans le parti et par un contrôle rigoureux de ses instances suprêmes sur la fraction parlementaire.

*Mais en fait, depuis cinquante ans qu'existe cette tactique, il ne s'est plus trouvé un seul Liebknecht pour détruire l'institution parlementaire "de l'intérieur" et la dégénérescence opportuniste s'est accomplie encore plus vite.*

Cela n'a rien de mystérieux et s'explique simplement par le fait que les parlements s'étant vidés de toute vie politique réelle sont devenus uniquement *les lieux de prédilection de l'intrigue et de la corruption et n'offrent aucune place pour une manifestation révolutionnaire.*

#### **Prendre le pouls de la classe et "compter ses partisans"**

Le maître à penser de la Ligue, Lutte ouvrière, OCI-AJS et autres, Trotski lui-même, écrit, à propos des Journées d'avril 1917 où les ouvriers de Petrograd, s'étant soulevés – avec les bolcheviks en tête – contre une décision des partis conciliateurs, n'avaient pas modifié leur représentation dans les Soviets :

*"La contradiction éclatante entre la hardiesse de l'offensive des masses et les tergiversations de sa représentation politique n'est pas accidentelle. Les masses opprimées, à une époque révolutionnaire, sont entraînées à l'action directe plus aisément et rapidement qu'elles n'apprennent à donner à leurs désirs et à leurs revendications une expression en bonne et due forme par leur propre représentation. Plus est abstrait le système de la représentation, plus celui-ci retarde sur le rythme des événements déterminés par les actions de masses"*<sup>(44)</sup>.

Ce décalage entre la combativité des masses et la représentation qu'elles se donnent est plus qu'évident dans le cas des élections législatives et les exemples historiques ne manquent

pas. Citons seulement le plus récent : Mai 68, la plus grande grève depuis la guerre, débouche un mois après sur la plus grande victoire électorale que la droite ait connue en France.

La raison de ce décalage réside dans le fait que l'élection d'un député se trouve dans une sphère totalement différente de celle de la lutte de classe. Cette dernière est une action collective, solidaire, où l'ouvrier est accompagné d'autres ouvriers, où les hésitations des uns sont emportées par la résolution des autres, où les intérêts en cause ne sont pas particuliers mais ceux d'une classe. Par contre, le vote fait appel à un citoyen en dehors des classes sociales, qui se retrouve seul dans l'isoloir face à un choix pour quelque chose d'abstrait, d'extérieur à sa vie quotidienne. C'est le terrain idéal pour la bourgeoisie, celui où la combativité ouvrière n'a aucune possibilité de se manifester réellement. Ce n'est pas par hasard que celle-là fait tant d'efforts pour faire voter.

Par conséquent, le résultat des élections du 11 mars ne donnera aucune indication réelle sur l'état d'esprit et la combativité des masses ni d'ailleurs sur l'influence véritable des trotskistes auprès des travailleurs. La poussée prévue de la gauche ne signifiera pas une montée de la combativité ouvrière comme le pensent les trotskistes ni d'ailleurs le contraire. Elle exprimera essentiellement l'usure du pouvoir actuel auprès d'un grand nombre de catégories sociales, la "dynamique unitaire" du Programme commun qui rend "crédible" un gouvernement de gauche et le ralliement de certaines couches petites-bourgeoises effrayées de voir le grand capital les faire disparaître progressivement et que la modération de ce programme n'effraie plus guère.

Loin d'être "un moyen irremplaçable de connaître et vérifier" l'état d'esprit des travailleurs, comme le dit stupidement Lutte ouvrière dans son organe "théorique" *Lutte de classe*, les résultats électoraux sont justement le terrain où ne s'exprime pas du tout la combativité des masses. Le seul moyen pour les révolutionnaires de savoir où en est la classe, est d'observer le niveau de ses luttes contre le capital (grèves, occupations, affrontement des forces de répression).

#### **La fonction des trotskistes**

Tous les arguments des trotskistes pour justifier leur participation aux élections et leur soutien aux partis de gauche se retournent contre eux. Ce qu'il reste essentiellement de toute leur action c'est que loin de démasquer la véritable fonction mystificatrice des élections dans la société bourgeoise

43) Depuis, quelques candidats trotskistes ont été élus en France dans certaines municipalités et au Parlement européen. C'est un nouvel exemple, parmi mille autres, du soutien actif des forces extraparlémentaires trotskistes à la démocratie parlementaire bourgeoise [2008].

44) *Histoire de la Révolution russe*, Tome I, "Février", Éditions du Seuil, Paris, 1950, p. 397.

actuelle, *ils participent pleinement à cette mystification*. De la même façon, au lieu de dénoncer impitoyablement les partis de gauche comme des partis du Capital, ils contribuent pleinement à préserver auprès des travailleurs le mythe de leur nature ouvrière.

Au même titre que leur propagande en faveur des "luttres de libération nationale", leur propagande autour des élections aboutit, non pas à élever le niveau de conscience politique des travailleurs, *mais à maintenir en place les mystifications qui pèsent sur eux*.

Sur bien des points la III<sup>e</sup> Internationale a rompu avec le cours opportuniste et bourgeois de la II<sup>e</sup>, particulièrement sur la caractérisation de la période ("ère des guerres et des révolutions") qui s'ouvre avec la guerre de 1914, et également sur la nécessité pour le prolétariat de détruire l'État bourgeois et de le remplacer par le pouvoir des conseils ouvriers. Mais cette rupture n'est pas complète et ne va pas jusqu'au bout de ses implications; ainsi, elle ne porte pas sur les tactiques frontistes, syndicales et parlementaires.

En 1920, les désaccords qui ont surgi autour de ces questions se situaient encore à l'intérieur d'un même terrain de classe. Mais les faillites successives auxquelles ont conduit ces "tactiques" ont fait de leur rejet *une question de principe, une frontière de classe* au delà de laquelle ne peut s'exercer, pour une organisation politique, aucune activité révolutionnaire.

En 1919, l'Internationale communiste luttait principalement contre

les partis sociaux-démocrates et "centristes" dont l'opportunisme avait servi de dernier rempart à la bourgeoisie face au mouvement révolutionnaire des masses en divisant et démoralisant celles-ci.

Face à une nouvelle montée révolutionnaire de la classe ouvrière, le capital suscitera nécessairement l'apparition de tels partis conciliateurs jouissant d'une certaine audience parmi les travailleurs, mais en fait, entièrement à son service. Les partis sociaux-démocrates et "communistes", aujourd'hui partis de gouvernement, seront certainement trop déconsidérés à ce moment-là. La place sera donc libre. Par les services qu'ils rendent déjà à la bourgeoisie avec leur politique ouvertement opportuniste – mais soigneusement enrobée de phraséologie révolutionnaire – les trotskistes posent dès aujourd'hui, bien qu'ils s'en défendent, leur candidature à cette place.

### Perspectives

Dans les années d'après-guerre, l'économie de reconstruction a permis à certains de penser que le capital avait enfin résolu ses contradictions de façon définitive. La crise revient maintenant hanter la société bourgeoise provoquant dès ses premières manifestations une réaction de la part de la classe ouvrière, d'une ampleur que l'on n'avait plus vue depuis cinquante ans.

Il s'agit pour la bourgeoisie de faire face à ces difficultés et en

premier lieu de tenter de museler le prolétariat. Aidée par tous les partis du vieux monde – même les plus extrémistes comme les trotskistes –, elle se raccroche à toutes les planches de salut, c'est à dire, à toutes les diversions qui peuvent encore mystifier les travailleurs. Parmi celles-ci, les élections sont encore une des meilleures – et il faut croire qu'en France elles ont fait un certain effet, puisqu'à l'approche des élections la combativité ouvrière qui s'était manifestée depuis la rentrée de septembre 1972 s'est maintenant presque assoupie.

Certes, les travailleurs français sont pour l'instant mystifiés et il y a certainement un nombre important qui a confiance dans le Programme commun. Mais ils ne le sont pas autant que la bourgeoisie elle-même qui s' imagine qu'elle a remporté là une victoire décisive. Au lendemain du 11 mars, les travailleurs se retrouveront avec les mêmes problèmes qu'avant : hausse des prix, austérité (comme pour les travailleurs américains déjà), montée du chômage. La bourgeoisie aura beau multiplier les consultations électorales, à trop servir cette arme s'usera et la crise qui ne manquera pas de s'avancer (ne parlent-on pas de nouvelles difficultés pour le dollar?) contraindra les travailleurs des pays industrialisés à renouer avec une combativité croissante qui, malgré un cours en "dents de scie" au niveau de chaque nation, ne s'est globalement pas démentie depuis plus de quatre ans.

## II. La démocratie bourgeoise, c'est la dictature du capital

L'année 1919 constitue le sommet d'une vague révolutionnaire qui, initiée par la révolution victorieuse de 1917 en Russie, embrasa les plus grandes concentrations ouvrières d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie. En Italie, en France ou en Grande-Bretagne, les grèves éclataient dans de très nombreuses usines. A ce moment-là, la lutte de classe ne se donnait plus simplement comme objectif d'arracher des améliorations au sein du système, mais s'orientait vers le renversement de l'État bourgeois et la prise du pouvoir par le prolétariat.

Cette année-là se tint le Premier congrès de l'Internationale communiste, l'avant-garde mondiale de la révolution. Pour celui-ci, il n'y a aucune ambiguïté : en Europe occidentale comme partout dans le monde, la vie politique du prolétariat était sortie des parlements bourgeois pour se situer tout entière dans les grèves, dans les manifestations de rue, dans les conseils ouvriers, et les assemblées générales ; la démocratie et le parlementarisme devaient être détruits. C'est ce dont témoigne l'extrait suivant de la déclaration qu'il adopta sur cette question :

*"... en considération des rapports des délégués des différents pays, le congrès de l'Internationale Communiste déclare que la tâche principale des partis communistes, dans les diverses régions où le pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué consiste en ce qui suit :*

*"1) Éclairer le plus largement les masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme ;*

*"2) Élargir et organiser des Soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans ;*

*"3) Conquérir, à l'intérieur des Soviets, une majorité communiste, sûre et consciente."*

Cette déclaration s'appuie sur les *Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne*, rédigées par Lénine et adoptées à ce Premier congrès de l'Internationale communiste, et dont nous publions de larges extraits ci-dessous. L'ensemble des travaux de ce congrès, de même que les *Thèses de Lénine*, ont su mettre à profit la portée des événements histo-

riques qui se déroulaient depuis deux ans pour effectuer des avancées importantes, théoriques et pratiques, sur des questions aussi cruciales pour le mouvement ouvrier que les moyens par lesquels il devait conquérir son pouvoir sur la société en vue de sa transformation communiste. En ce sens, leur importance peut être comparée aux leçons que Marx avait tirées de l'expérience de la Commune de Paris selon lesquelles le prolétariat ne pouvait pas s'emparer tel quel de l'État bourgeois pour exercer sa dictature mais que celui-ci devait préalablement être détruit par la révolution.

Les thèses dénoncent cette forme particulièrement efficace de dictature de la bourgeoisie, la démocratie, destinée à défendre les privilèges de la classe exploiteuse en maintenant efficacement l'oppression de la classe ouvrière : *"plus la démocratie est évoluée, 'pure', (...) plus le joug du capitalisme et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur 'pureté'."* Elles mettent en évidence l'hypocrisie de l'idéologie démocratique puisque c'est "au nom de la liberté et de l'égalité" que la Première Guerre mondiale a été menée. Pour les thèses, ce n'est pas à travers la démocratie parlementaire que les ouvriers transformeront la société, mais en s'organisant massivement en soviets, comme cela a été le cas dans tous les mouvements insurrectionnels en Europe :

*"... la victoire ne saurait être considérée comme assurée que lorsque seront organisés non seulement les travailleurs de la ville mais aussi les prolétaires ruraux, et organisés non comme auparavant dans les syndicats et coopératives, mais dans les Soviets"* ("Discours de Lénine sur ses Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne" au Premier congrès de l'IC).

C'est cette dictature de la classe ouvrière qui, en débarrassant l'humanité du joug de la domination bourgeoise, la débarrassera en même temps des inégalités inhérentes à l'exploitation capitaliste :

*"L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais qui n'a été réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou*

*la dictature du prolétariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution"* (Thèses sur la démocratie bourgeoise...).

Ce n'est en rien un hasard si ces thèses sont dirigées en premier lieu contre les sociaux-démocrates puisque ceux-ci venaient de trahir l'internationalisme prolétarien, lors de l'éclatement de la guerre mondiale, en se rangeant dans la plupart des pays aux côtés de la bourgeoisie dans la défense du capital national. En passant dans le camp ennemi, ces traîtres s'empressèrent de se comporter en serviteurs exemplaires du capital, en particulier en mettant à profit l'influence dont ils disposaient sur de larges fractions de la classe ouvrière pour jouer un rôle de premier plan dans l'embrigadement des ouvriers vers la boucherie mondiale et pour faire échec à la vague révolutionnaire mondiale à travers maints stratagèmes et mensonges que dénoncent les thèses à propos de la révolution en Russie :

*"et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la "démocratie pure", comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital."*

Enfin, ce qui ressort clairement de la lecture de ces thèses, c'est l'antagonisme irréductible existant entre la dictature du prolétariat et son contraire, la dictature stalinienne, qui se développera sur les ruines de la révolution mondiale et de la dégénérescence de la révolution en Russie. Ainsi, les thèses affirment, au nom des communistes du monde entier, que cette dictature du prolétariat signifie et réalise, en faveur...

*"... de l'immense majorité de la population, la possibilité véritable de jouir des droits et des libertés démocratiques, telle qu'elle n'a jamais existé même approximativement dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques."*

# Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne (mars 1919)

**1** La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploités. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la conférence de l'Internationale jaune de Berne en février 1919 sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.

**2** D'abord, cet argument s'appuie sur les conceptions de "démocratie en général" et de "dictature en général", sans préciser la question de la classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classe, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car, dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général: il n'y a que la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit pas davantage de la dictature exercée par la classe opprimée, c'est-à-dire par le prolétariat, sur les oppresseurs et les exploités, sur la classe bourgeoise, dans le but de triompher de la résistance des exploités luttant pour leur domination.

**3** L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination, et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploités. La bourgeoisie dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui pérorant sur la dictature *en général* et qui se démentent en faveur de la démocratie *en général*, a conquis le pouvoir dans les pays civilisés au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de

l'écrasement par la force -des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves,- et par la répression des tentatives de restauration.

Des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la "dictature en général", tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner "la dictature en général", ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est défendre le réformisme bourgeois, précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier, alors que la guerre a créé un état de choses révolutionnaire.

**4** Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels, que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. Il n'y a pas un seul révolutionnaire, pas un seul marxiste parmi ceux qui crient aujourd'hui contre la dictature et pour la démocratie qui n'ait juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'il acceptait cette vérité fondamentale du socialisme; et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la "démocratie pure", comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernemen-

taile faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital.

**5** La Commune de Paris que tous ceux qui veulent passer pour socialistes honorent en paroles, parce qu'ils savent que les masses ouvrières sont pleines d'une vive et sincère sympathie pour elle, a montré avec une particulière netteté la relativité historique, la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, institutions marquant un très grand progrès par rapport à celles du Moyen-âge, mais exigeant nécessairement une réforme fondamentale à l'époque de la révolution prolétarienne. Marx, qui a apprécié mieux qu'aucun autre l'importance historique de la Commune, a prouvé en l'analysant le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, régime sous lequel les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes, qui représentera et opprimerà le peuple au Parlement. Et c'est à l'heure où le mouvement soviétiste embrassant le monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune que les traîtres du socialisme oublient l'expérience concrète de la Commune de Paris, et répètent les vieilles sornettes bourgeoises sur la "démocratie en général". La Commune n'était pourtant pas une institution parlementaire.

**6** La valeur de la Commune consiste ensuite en ce qu'elle a tenté de bouleverser, de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières, sans reconnaître aucune distinction des pouvoirs législatif et exécutif.

Toutes les démocraties bourgeoises contemporaines, sans excepter la République allemande que les traîtres du socialisme appellent prolétarienne en dépit de la vérité, conservent au contraire le vieil appareil gouvernemental. Ainsi, il se confirme une fois de plus, de façon absolument évidente, que tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploiteuse.

7 (...). D'autre part, les ouvriers savent très bien que la liberté de réunion, même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleures édifices publics et privés, ainsi que le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de cet appareil gouvernemental bourgeois. Les prolétaires de la ville et de la campagne et les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, ne possèdent ni l'un ni l'autre. Tant qu'il en est ainsi, l'égalité, c'est-à-dire la démocratie pure, est un leurre. Pour conquérir la véritable légalité, pour réaliser vraiment la démocratie au profit des travailleurs, il faut préalablement enlever aux exploiters toutes les riches demeures publiques et privées, il faut préalablement donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers armés et non point par les officiers hobereaux ou capitalistes avec des soldats à leur dévotion.

(...)

8 La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois, les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir la véritable égalité et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux et des maisons d'édition, et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploiters, briser leur résistance. (...)

9 L'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus de la France républicaine, les violences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes

dans la république libre et démocratique d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital commence à être ébranlé.

10 La guerre impérialiste de 1914-1918 a définitivement manifesté, même aux yeux des ouvriers non éclairés, ce vrai caractère de la démocratie bourgeoise, même dans les républiques les plus libres – comme caractère de dictature bourgeoise. C'est pour enrichir un groupe allemand ou anglais de millionnaires ou de milliardaires qu'ont été massacrés des dizaines de millions d'hommes et qu'a été instituée la dictature militaire de la bourgeoisie dans les républiques les plus libres. Cette dictature militaire persiste, même après la défaite de l'Allemagne dans les pays de l'Entente. C'est la guerre qui, mieux que tout, a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les faux appas à la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que la bourgeoisie a fait cette guerre; c'est au nom de la liberté et de l'égalité que les fournisseurs aux armées ont amassé des richesses inouïes. Tous les efforts de l'Internationale jaune de Berne n'arriveront pas à dissimuler aux masses le caractère d'exploitation actuellement manifeste de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.

11 Dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, en Allemagne, les premiers mois de cette complète liberté républicaine, apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste, ont révélé aux ouvriers allemands et au monde entier le caractère de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'une importance historique universelle, non seulement par la mort tragique des hommes et des chefs les meilleurs de la vraie Internationale prolétarienne et communiste, mais encore parce qu'il a manifesté dans l'État le plus avancé d'Europe et même, on peut le dire, du monde entier, la véritable essence du régime bourgeois. Si des gens en état d'arrestation, c'est-à-dire pris par le pouvoir gouvernemental des socialistes patriotes sous sa garde, ont pu être

tués impunément par des officiers et des capitalistes, c'est que la république démocratique dans laquelle un pareil événement a été possible n'est que la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation au sujet de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais qui ne comprennent pas cette vérité, ne font que montrer par là leur bêtise ou leur hypocrisie. La liberté, dans une des républiques du monde les plus libres et les plus avancées, dans la république allemande, est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat en état d'arrestation, et il ne peut en être autrement, tant que subsiste le capitalisme, car le développement du principe démocratique, loin d'affaiblir, ne fait que surexciter la lutte de classes qui, par suite des répercussions et des influences de la guerre, a été portée à son point d'ébullition.

Dans tout le monde civilisé, on expulse aujourd'hui les bolcheviks, on les poursuit, on les emprisonne, comme par exemple dans une des plus libres républiques bourgeoises, en Suisse; on massacre les bolcheviks en Amérique, etc. Du point de vue de la démocratie en général ou de la démocratie pure, il est tout à fait ridicule que les États civilisés et avancés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence de quelques dizaines d'hommes venus de la Russie retardataire, affamée, ruinée, de cette Russie que, dans leurs dizaines de millions d'exemplaires, les journaux bourgeois appellent sauvage, criminelle, etc. Il est clair que les conditions sociales dans lesquelles une contradiction aussi criante a pu naître réalisent en réalité la dictature de la bourgeoisie.

12 Dans un tel état de choses, la dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploiters et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse, comme le seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres.

Le point le plus important que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que

lamentations réactionnaires de petits bourgeois. (...)

13 (...)

14 (...) L'essence du pouvoir des Soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par les capitalistes, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires (paysans n'exploitant pas le travail d'autrui et ayant constamment besoin de vendre une partie au moins de leur force de travail). Ce sont ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en jouissant de l'égalité selon la loi, étaient écartées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage de droits et de libertés démocratiques et qui maintenant sont appelées à prendre une part considérable et obligatoire, une part décisive à la gestion démocratique de l'État.

15 L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais qui n'a été réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du prolé-

tariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution.

16 (...)

17 (...)

18 (...)

19 Seule l'organisation soviétiste de l'État peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois, administratif et judiciaire qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, puisqu'il était de fait le plus grand empêchement à la mise en pratique des principes démocratiques en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait, dans cette voie, le premier pas d'une importance historique universelle; le pouvoir des Soviets a fait le second.

20 L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposés tous les socialistes. Marx le premier. Sans réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-

dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or, le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétiste ou prolétarienne, puisque, appelant à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement les organisations des masses laborieuses, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

21 (...)

22 (...) Sur la base de ces thèses, et en considération des rapports des délégués des différents pays, le congrès de l'Internationale communiste déclare que la tâche principale des partis communistes, dans les diverses régions où le pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué, consiste en ce qui suit :

• 1) Éclairer le plus largement les masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme;

2) Élargir et organiser des soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans;

3) Conquérir, à l'intérieur des soviets, une majorité communiste, sûre et consciente.

### III. La critique des erreurs de Lénine par les Gauches communistes

Ceux qui, comme les trotskistes, se présentent comme des courants révolutionnaires du prolétariat et appellent inlassablement, depuis des décennies, les prolétaires à participer au cirque électoral, expliquent qu'en agissant de la sorte, ils ne font que continuer la politique de la Troisième Internationale.

Cet argument mérite pour le moins un examen attentif car, comme nous l'avons déjà souligné dans la partie précédente, le Premier congrès de l'Internationale communiste a fait preuve d'une grande clarté sur la question de la démocratie bourgeoise. C'est le cas également du Second congrès, à propos du parlementarisme, qui s'exprime en ces termes dans les Thèses qu'il a adoptées :

*"Le communisme doit prendre pour point de départ l'étude théorique de notre époque (apogée du capitalisme, tendances de l'impérialisme à sa propre négation et à sa propre destruction, aggravation continue de la guerre civile, etc.) (...) L'attitude de la III<sup>e</sup> Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, mais par la modification du rôle du parlementarisme même. A l'époque précédente, le Parlement, instrument du capitalisme en voie de développement, a, dans un certain sens, travaillé pour le progrès historique. Dans les conditions actuelles, caractérisées par le déchaînement de l'impérialisme, le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violence, de destruction; des actes de brigandage, oeuvres de l'impérialisme, les réformes parlementaires, dépourvues d'esprit de suite et de stabilité et conçues sans plan d'ensemble, ont perdu toute importance pratique pour les masses laborieuses. (...) Pour les communistes, le Parlement ne peut être en aucun cas, à l'heure actuelle, le théâtre d'une lutte de la classe ouvrière, comme il arriva à certains moments, à l'époque antérieure. Le centre de gravité de la vie politique actuelle est complètement et définitivement sorti du Parlement" (Les quatre premiers congrès de l'IC).*

L'Internationale communiste se donne clairement comme perspective la réalisation pratique de la révolution mondiale désormais à l'ordre du jour

du fait de la nouvelle période historique dans laquelle la société était entrée, celle des "guerres et des révolutions". Elle ne parvient cependant pas à tirer toutes les conséquences résultant du changement de période quant aux moyens à utiliser dans le combat de la classe ouvrière. Ainsi, concernant la question des élections au Parlement bourgeois, l'IC ne sera pas conséquente avec les prémices théoriques pourtant limpides de ses thèses où il est affirmé que "le Parlement ne peut être en aucun cas, à l'heure actuelle, le théâtre d'une lutte de la classe ouvrière". En effet, elle va exhorter tous les partis communistes à un travail de propagande "révolutionnaire" depuis la tribune du Parlement à l'occasion des échéances électorales.

Cette incohérence trouve son point d'orgue dans l'analyse développée par Lénine en 1920 dans sa brochure *le Gauchisme, la maladie infantile du communisme* dont se revendiquent aujourd'hui tous les groupes dits communistes qui s'affirment en faveur de la participation des révolutionnaires aux élections.

De telles limitations théoriques et pratiques au sein de l'avant-garde du prolétariat mondial à cette époque s'expliquent parfaitement au vu de la rapidité avec laquelle s'est effectuée la transition de l'ascendance à la décadence, et de la rapidité même du développement de la vague révolutionnaire ne permettant alors pas aux révolutionnaires de comprendre en profondeur toutes les implications du changement de période historique. Par ailleurs et surtout, les premières défaites subies par le prolétariat en lutte, notamment en Allemagne et en Autriche en 1919, vinrent renforcer considérablement les difficultés du mouvement révolutionnaire. Ces difficultés ne firent que s'aggraver avec la stagnation puis le recul de la vague révolutionnaire mondiale, ce qui se traduisit non seulement par l'incapacité à poursuivre sur la lancée des avancées théoriques des Premier et Deuxième congrès de l'Internationale communiste, mais aussi par des régressions opportunistes nettement perceptibles à partir du Troisième congrès sur bon nombre de questions essentielles.

Face à ces hésitations, pour tirer

toutes les implications de la période de décadence du capitalisme et pour résister à la dégénérescence opportuniste qui s'emparait de l'Internationale, des fractions de gauche se dégagèrent au sein de celle-ci. Elles produisirent des contributions de premier plan, notamment en donnant un fondement politique à l'impossibilité pour les organisations révolutionnaires d'utiliser le Parlement et les élections, de quelque manière que ce soit, au service du combat de la classe ouvrière.

#### La critique de Gorter et de la Gauche allemande

Dans sa célèbre brochure, *le Gauchisme, la maladie infantile du communisme* qui traite, entre autres questions, de l'attitude que doivent prendre selon lui les communistes envers les élections et les parlements bourgeois, Lénine attaque frontalement les positions défendues par les Gauches communistes d'Europe occidentale. Le fond de sa critique s'appuie sur une affirmation perpétuellement répétée selon laquelle, indépendamment de la période historique, les révolutionnaires devraient pouvoir développer l'art du compromis avec des fractions de la bourgeoisie, y compris avec les pires ennemis de la classe ouvrière. Bien qu'elle continue de faire sienne l'idée que le centre de la lutte de classe se trouve en dehors des parlements, cette orientation nouvelle de Lénine et de la majorité de l'Internationale communiste, en mettant fortement l'accent sur la nécessité de la tactique parlementaire, ne pouvait que rencontrer une fraternelle mais déterminée opposition au sein d'une partie du camp prolétarien qui la jugeait dangereuse pour la lutte de classe et même contraire aux intérêts de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Gorter<sup>(45)</sup>, dans sa *Lettre ouverte au camarade Lénine*, en défense des

45) Gorter est un des plus importants représentants du courant qui, au sein de la Gauche germano-hollandaise, reste attaché à la nécessité de parti d'avant-garde du prolétariat. A côté de ce courant, il en existera d'autres de plus en plus influencés par le conseilisme, à savoir la sous-estimation voir la négation de la nécessité du parti du prolétariat.

positions des Gauches communistes d'Europe occidentale portait alors le débat devant l'ensemble de la classe ouvrière. Certes, bien des confusions persistent dans l'argumentation de Gorter, l'ensemble du mouvement ouvrier étant encore à ce moment-là loin d'avoir compris en profondeur toutes les conséquences de l'entrée du capitalisme dans la période de décadence. Cependant, dans ce débat avec Lénine et la majorité de l'Internationale communiste, c'est bel et bien Gorter et, avec lui, notamment les Gauches hollandaise, allemande, italienne et anglaise qui défendent le plus clairement les positions de classe. L'appel clair et net de Gorter à la classe ouvrière, non seulement de ne pas participer aux élections, mais encore de combattre avec acharnement et sans concession tout appel de participation au cirque électoral et à la démocratie bourgeoise est, dès cette époque, une absolue nécessité pour la classe ouvrière. Mais, contrairement à ce que pense Gorter lui-même, et avec lui toutes les Gauches, cette orientation n'est pas valable seulement en Europe occidentale. Dans ces pays, au moment où le capitalisme entre en décadence, les conditions du combat prolétarien manifestent, clairement et concrètement, ce quelles sont en train de devenir très rapidement à l'échelle internationale.

Comme Gorter le met lui-même en lumière, les arguments de Lénine se regroupent essentiellement autour des trois axes suivants :

- utilité de la propagande dans le Parlement pour la conquête des ouvriers et des éléments petits bourgeois.
  - utilité de l'action parlementaire pour l'exploitation des "divisions" entre les partis et pour le compromis avec tel ou tel d'entre eux.
  - enfin, exemple de la Russie, où cette propagande et ces compromis ont donné de si excellents résultats.
- La réponse de Gorter embrasse l'ensemble de ces questions.

1) Par rapport au premier argument de Lénine, il dit ceci dans sa brochure :

*"Cet argument est de très peu de poids. Car les ouvriers non communistes, c'est-à-dire les sociaux-démocrates, les chrétiens et les partisans des autres tendances bourgeoises n'apprennent ordinairement rien par leurs journaux de ce que peuvent être nos interventions parlementaires. Nous les touchons seulement par nos réunions, nos brochures et nos journaux. Nous autres, je parle souvent au nom du KAPD, nous les influençons au contraire surtout par l'action (en temps de révolution,*

*c'est de cela que nous parlons en ce moment). Dans toutes les villes et les villages de quelque importance, ils nous voient à l'œuvre. Ils voient nos grèves, nos combats de rue, nos conseils. Ils entendent nos mots d'ordre. Ils nous voient marcher à l'avant-garde. Voilà la propagande la meilleure, décisive par excellence. Mais elle ne se fait pas au Parlement."*

Gorter ici, comme Lénine et comme l'ensemble de l'Internationale à cette époque, ainsi que nous l'avons déjà mentionné dans cette brochure, pose le problème au sein d'une situation mondiale, vue comme révolutionnaire. Gorter y apparaît clairement comme un ardent défenseur du rôle décisif de l'avant-garde et de l'Internationale, rejetant sans ambiguïté toute politique confusionniste et opportuniste. Au sein de la Gauche allemande et internationale, Gorter représente un courant parmi les plus conscients de la nécessité d'un parti international d'avant-garde. Contrairement à ce qu'affirme Lénine, dans *la Maladie infantile du communisme*, Gorter constitue l'antithèse conséquente de l'anarchisme.

2) C'est avec la même préoccupation de participer au mieux au développement de la conscience dans l'ensemble du prolétariat que Gorter réfute le second argument de Lénine :

*"L'avantage conféré par l'utilisation de la 'division' est insignifiant, pour autant que sont insignifiantes, depuis des années et des dizaines d'années, ces mêmes 'divisions'. Il n'y a plus que des divisions insignifiantes entre les partis de la grande bourgeoisie, non plus qu'entre eux et les partis de la petite bourgeoisie. Il en est ainsi en Allemagne et en Angleterre. Cela ne date pas de la révolution. Il en était déjà ainsi longtemps auparavant, à l'époque du développement lent. Tous les partis, y compris ceux de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie se dressent depuis longtemps contre les ouvriers. Entre eux-mêmes les différences sur la manière d'en user avec les ouvriers, et à cause de cela sur les autres questions, sont devenues minimes, ont même disparu."*

Gorter, tout en le restreignant à l'Allemagne et à l'Angleterre, entrevoit ici toute l'évolution de la vie du capitalisme, et il perçoit notamment l'évolution des caractéristiques majeures du combat prolétarien, avec l'entrée en décadence progressive de toute la société. Pour quiconque lit attentivement sa brochure, il est marquant à quel point Gorter tente dans son analyse de concrétiser cette vision.

3) Gorter fait ressortir avec force comment la bourgeoisie est de plus

en plus conduite à faire bloc face au danger que représente la lutte de classe, rejetant ainsi de fait le troisième argument de Lénine :

*"En résumé, grands bourgeois agrariens, classe moyenne, paysannerie moyenne, couches inférieurs de la bourgeoisie et de la paysannerie, tout cela forme bloc contre les ouvriers en Europe occidentale et surtout en Allemagne et en Angleterre."*

Certes, Gorter comme toute la gauche internationale ne rejettera pas la participation à la Douma (Assemblée existant avant la révolution de 1917 en Russie), au nom des spécificités réelles existantes en Russie au début du XX<sup>e</sup> siècle. Mais, tout comme la Gauche italienne, il en contestera la valeur d'exemple pour le prolétariat mondial, en réaffirmant la position des révolutionnaires – dont faisait partie Lénine – en lutte contre les révisionnistes et autres réformistes de la Seconde Internationale :

*"Nous mettons le développement de la conscience propre des ouvriers au-dessus de tout, même au-dessus du moindre avantage."*

En conclusion de sa lettre ouverte à Lénine et à ses camarades de combat, Gorter leur adressait les paroles suivantes :

*"Nous, les camarades de la 'Gauche', nous avons à nous resserrer fortement, à reprendre tout par la base et à exercer la critique la plus sévère contre tous ceux qui, dans la III<sup>e</sup> Internationale, ne montrent pas le bon chemin".*

Des décennies d'efforts allaient encore être nécessaire aux révolutionnaires, "aux camarades de la Gauche", pour comprendre que le capitalisme était entré définitivement en décadence et que cela avait des conséquences irrémédiables sur la vie de toute la société et sur les caractéristiques de la lutte de classe partout dans le monde<sup>(46)</sup>.

### La critique de *Il Soviet* et de la Gauche italienne

A la même époque, et sur la même question, Amadeo Bordiga, le représentant incontesté de la Gauche communiste d'Italie, écrivait ses thèses sur le parlementarisme pour le Deuxième congrès de l'Internationale communiste. Après y avoir démontré la nature exclusivement bourgeoise du parlementarisme, et avoir affirmé qu'en aucun cas la classe ouvrière ne

46) Lire, à ce propos, nos livres, *la Gauche communiste d'Italie, la Gauche communiste germano-hollandaise, la Gauche communiste russe, la Gauche communiste britannique et la Gauche communiste de France.*

peut arriver au pouvoir par la voix pacifique électorale, il écrivait :

*"La nature même des débats au Parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme..."*

La Gauche communiste d'Italie dans son organe *Il Soviet* combattra fraternellement la position défendue par Lénine et la majorité de l'Internationale à partir de 1920, rejoignant ainsi la position des Gauches hollandaise et allemande. Comme on le verra, on retrouve dans ses positions des limitations du même type que celles qui firent considérer à Gorter que l'impossibilité du parlementarisme ne s'appliquait qu'à l'Europe occidentale. Pour *Il Soviet*, ces limitations en question lui font considérer que l'impossibilité du parlementarisme ne s'applique qu'en période révolutionnaire.

#### Lénine et le parlementarisme (*Il Soviet*, n° 18, 11 juillet 1920)

Nous sommes parfaitement d'accord avec Lénine quand il écrit, dans la lettre publiée dans le n° 17 de *Comunismo*, que le programme fondamental qui peut et qui doit réunir les véritables révolutionnaires des sphères ouvrières est la lutte pour le régime des Soviets. Or c'est précisément en relation avec ce problème fondamental que la question du parlementarisme doit être examinée : il s'agit de savoir si la participation des communistes aux parlements est utile à cette lutte, et dans quelle mesure.

Lénine coupe court au débat en affirmant de façon péremptoire et répétée que la non-participation est une erreur. Il appuie cette affirmation tranchée sur deux épisodes du mouvement russe : la participation des bolcheviks à la Constituante après la chute du tsarisme et leur participation à la Douma tsariste. Pour nous, ces deux épisodes ne peuvent être mesurés à la même aune.

L'époque de la Douma tsariste n'était pas une époque révolutionnaire : le pouvoir bourgeois était bien solide, et aucun symptôme n'indiquait la possibilité pour le prolétariat de conquérir révolutionnairement le pouvoir à une date plus ou moins proche. Au sein de cette assemblée, les représentants du prolétariat faisaient une œuvre de

critique du système bourgeois qu'il n'était pas possible de faire efficacement d'une autre façon et qui était une œuvre de propagande révolutionnaire.

En Russie, le régime parlementaire ne s'est jamais complètement développé comme dans les pays occidentaux, avec toutes les conséquences funestes que cela a comportées. En participant à la Constituante, les bolcheviks y apportèrent le même esprit d'opposition révolutionnaire violente qu'à la Douma, car ce n'est pas leur séjour dans cette assemblée qui avait pu l'affaiblir. Lénine affirme de façon trop générale que l'action parlementaire dans la Constituante a eu la valeur d'une expérience révolutionnaire : personne n'a jamais pu dire en quoi elle consistait, et d'ailleurs, la Constituante a trop peu duré pour que l'expérience ait pu donner des résultats de grande valeur.

Pour inviter les communistes des pays démocratiques à pratiquer au sein des parlements une propagande pour les Soviets semblable à la propagande révolutionnaire et républicaine des bolcheviks au sein de la Douma, il faut, selon nous, ne vouloir tenir aucun compte de la différence des époques historiques : aujourd'hui, la lutte se déroule en pleine période révolutionnaire, cas très différent de celui où le pouvoir bourgeois se développait et se renforçait et où, précisément, naissait ce parlementarisme dont le développement normal et complet fut empêché par la guerre et la révolution prolétarienne.

A propos de la propagande révolutionnaire pour les Soviets dans les parlements, Lénine dit : *"peut-être n'est-elle pas facile à faire en Angleterre ou dans tout autre pays à régime parlementaire, mais c'est là une autre question"*. Eh bien non ! Justement, la question est toute là. Si nous discutons sur le parlementarisme, ce n'est pas par amour pour des théories abstraites, mais uniquement parce que c'est pour nous une question tactique déterminante, précisément du fait que nous nous trouvons dans un de ces pays à régime parlementaire où, comme Lénine le dit très justement, la démocratie bourgeoise *"a appris à illusionner le peuple, à le tromper par mille manœuvres, à faire passer le parlementarisme bourgeois pour une véritable démocratie, etc."*

Dans cette œuvre de valorisation

de la fonction parlementaire, la bourgeoisie a trouvé et continue à trouver partout, dans ces pays, son allié le plus sûr dans les partis socialistes : pratiquant avec ténacité et insistance l'action parlementaire pour obtenir tel ou tel bénéfice en faveur des masses travailleuses, ces partis les ont en effet éduquées dans la confiance la plus complète à l'égard de l'œuvre persévérante accomplie dans leur intérêt.

Aujourd'hui encore, le parti socialiste italien, même sans tenir compte de la forte fraction social-démocrate qu'il conserve sciemment en son sein et qui est résolument hostile au régime des Soviets, donne la plus grande importance à l'action parlementaire et lui subordonne toute autre action politique, tout en se déclarant dans sa majorité maximaliste, communiste, etc.

Dans nos pays, la préparation à la dictature du prolétariat, antithèse si achevée de la démocratie bourgeoise, ne peut se faire sans un travail intense visant à détruire dans la masse toutes les illusions qu'elle nourrit sur le compte de la démocratie et qui lui ont été inoculées précisément par les partis socialistes : un tel travail ne peut pas être accompli sans rompre avec toute la tradition et sans abandonner les méthodes de la démocratie elle-même. La longue éducation démocratique est un très grand obstacle à la préparation révolutionnaire, à l'esprit révolutionnaire des masses, et plus elle a été longue, plus il est difficile de franchir cet obstacle, plus il y faut d'énergies, de ces énergies que le parlementarisme absorbe sans aucun fruit.

Il faut ajouter que l'abstentionnisme sert aussi à libérer le parti des arrivistes de bonne ou mauvaise foi et des démagogues installés en son sein. L'expérience longue et complexe des pays à régime parlementaire est absolument négative en ce qui concerne la valeur révolutionnaire de l'action parlementaire, mais tout à fait positive en ce qui concerne les dangers de déviation social-démocrate, de collaboration de classe, etc., qu'elle présente. Aussi autorisée qu'elle soit, l'affirmation de Lénine ne peut pas prévaloir à elle seule contre cette expérience, et il faudrait qu'elle s'appuie sur des expériences et des arguments convaincants.

# Tirer toutes les implications de l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence

La non compréhension qu'il n'existait désormais plus les conditions permettant un travail parlementaire de la part des révolutionnaires se traduit, comme on l'a dit, par des erreurs de l'IC. Mais lorsque les mêmes erreurs seront répétées systématiquement au point de devenir la norme, comme ce fut le cas avec la participation au cirque électoral, alors il ne sera plus possible de parler de simple erreur. Il s'agira désormais de la mise en pratique d'une position contre-révolutionnaire.

Le procédé qui consiste à s'appuyer sur telle ou telle formulation ou analyse erronée ou ambiguë du marxisme, pour justifier une politique totalement contraire aux intérêts historiques du prolétariat, n'est pas nouveau. En effet, il a été toujours employé par les falsificateurs du marxisme, par les renégats. C'est ainsi, par exemple, que les sociaux-démocrates allemands se sont appuyés sur des formulations erronées ou ambiguës des pères fondateurs du marxisme pour justifier leur politique réformiste et leur trahison du socialisme<sup>(47)</sup>. Et c'est ce qu'ont fait à leur

47) En particulier, ils ont usé jusqu'à la corde cette citation d'Engels tirée de la préface de 1895 à la brochure de Marx *les Luttes de classes en France* :

*"La guerre de 1870-71 et la défaite de la Commune ont, comme Marx l'avait prédit, déplacé provisoirement le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne. La France a bien sûr mis des années à se remettre de la saignée du mois de mai 1871. En Allemagne, cependant, où l'avalanche des milliards français encoura-*

geait encore le développement sans cesse croissant d'une industrie littéralement soumise au régime de serre, la social-démocratie se développa d'une manière bien plus rapide et plus constante encore. Grâce à l'intelligence des ouvriers allemands dans l'utilisation du suffrage universel introduit en 1866, l'étonnante progression du parti se manifeste aux yeux du monde entier par des chiffres indiscutables. Mais cette utilisation heureuse du suffrage universel a mis en vigueur un tout nouveau mode de lutte du prolétariat qui a continué à se développer rapidement. On découvre que les institutions étatiques, dans le cadre desquelles s'organise l'hégémonie de la bourgeoisie, offraient à la classe ouvrière d'autres prises encore, grâce auxquelles elle pouvait combattre ces mêmes institutions étatiques. On participa aux élections dans certains Landtag, dans les conseils municipaux, les conseils de prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chacune de ses positions, et dans la distribution des fonctions, une bonne partie du prolétariat avait son mot à dire. Et ainsi, le gouvernement et la bourgeoisie en vinrent à craindre bien plus l'action légale du parti ouvrier que son action illégale, bien plus ses succès aux élections que ceux de la révolte."

A l'opposé de cette attitude dogmatique et, pour finir, contre-révolutionnaire, se trouve celle du marxisme qui est l'expression vivante du combat historique du prolétariat. La théorie du prolétariat n'est en rien figée et doit pouvoir s'enrichir continuelle-

ment sur la base de l'analyse critique de l'expérience accumulée par la lutte de la classe ouvrière. Les polémiques qui eurent lieu au sein du mouvement ouvrier entre, d'une part, Lénine et la majorité de l'Internationale communiste et, d'autre part, des représentants des différents courants de la Gauche communiste, participent pleinement de cet effort historique du prolétariat pour faire la clarté sur les conditions de son combat en vue de son émancipation et de celle de l'humanité. En effet, malgré de très dangereuses concessions opportunistes, Lénine à cette époque n'a jamais envisagé que la lutte de classe puisse être victorieuse autrement que par la révolution communiste et la dictature mondiale des conseils ouvriers, tout comme les Gauches qui le critiquaient. Par ailleurs, la dénonciation de la participation aux élections et au cirque électoral ne constituent en rien une réaction juvénile ou anarchisante de la part de "gauchistes" comme les appelait Lénine dans son livre *la Maladie infantile du communisme*, mais bien la mise en cohérence par les Gauches communistes des moyens de la lutte de classe avec les nouvelles conditions de celle-ci dans la décadence du capitalisme.

Ce débat entre la majorité de l'Internationale et les Gauches communistes a jeté les bases pour la poursuite d'un travail qui devra permettre au prolétariat de rejeter définitivement toute participation aux élections et aux parlements bourgeois.

# NOS brochures

## La Gauche communiste de France

Contribution à une histoire  
du mouvement révolutionnaire



Courant  
Communiste  
International

## Plate-forme et Manifestes

Manifeste du Courant communiste international  
Révolution communiste ou destruction de l'humanité  
Le capitalisme n'a pas de solution au chômage



Courant  
Communiste  
International

## Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle  
... il est à l'ordre du jour de l'histoire  
Comprendre la défaite de la Révolution russe



Courant  
Communiste  
International

## Nation ou Classe

Les communistes et la question nationale  
L'internationalisme et la guerre  
Critique du "maillon le plus faible"



Courant  
Communiste  
International

## Octobre 1917

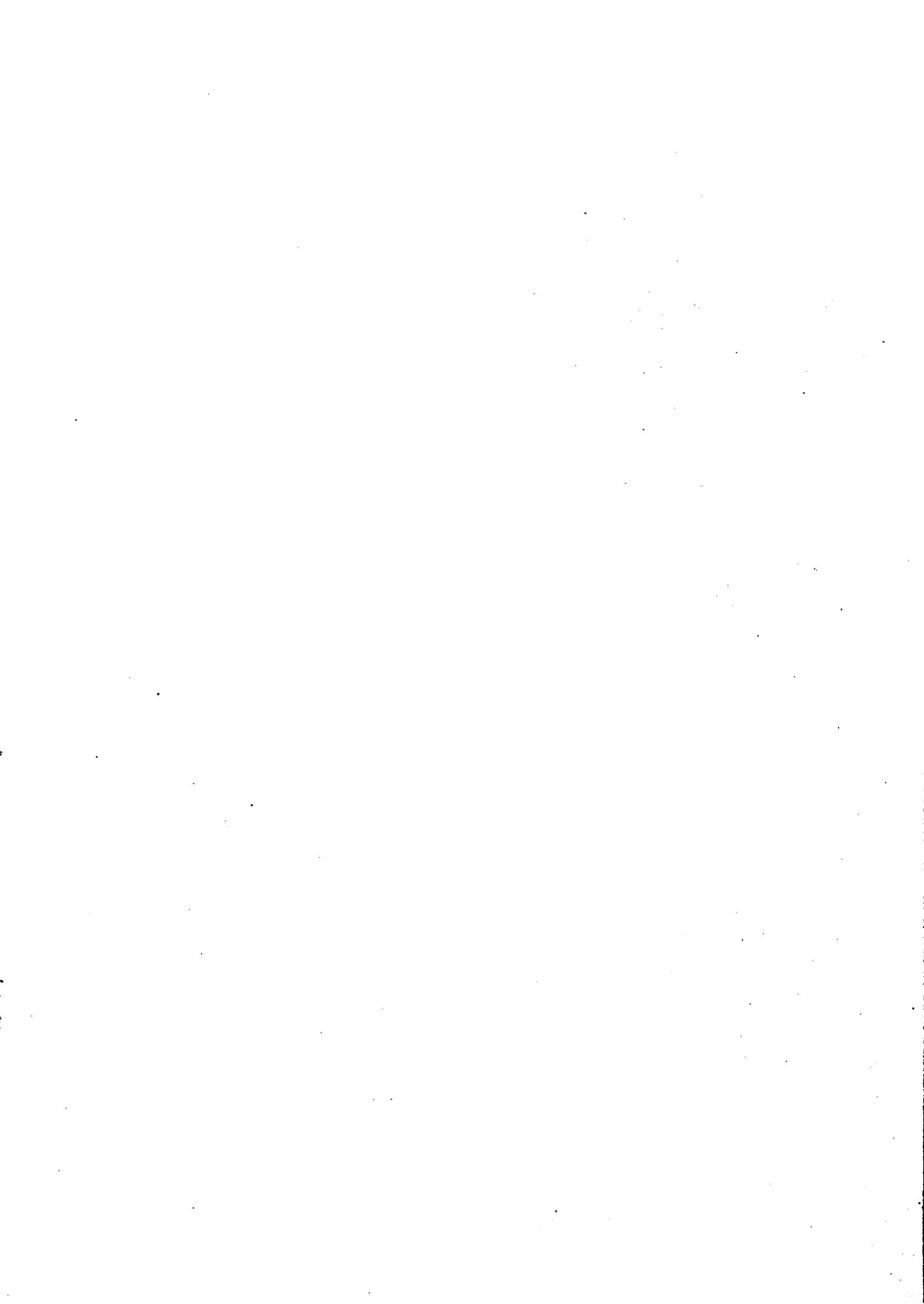
début de la révolution mondiale

Les masses ouvrières  
prennent leur destin en main



Courant  
Communiste  
International

<http://www.internationalism.org>  
[france@internationalism.org](mailto:france@internationalism.org)  
[belgique@internationalism.org](mailto:belgique@internationalism.org)  
[schweiz@internationalism.org](mailto:schweiz@internationalism.org)  
[international@internationalism.org](mailto:international@internationalism.org)



## NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "auto-gestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITÉ

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des*

*Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association internationale des travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.

## PUBLICATIONS TERRITORIALES DU C.C.I.

*Ecrire aux adresses suivantes sans mention du nom de la publication :*

### INTERNATIONALISME

BP 94

2600 BERCHEM, BELGIQUE

### ACCIÓN PROLETARIA

Apartado de Correos 258

VALENCIA 46080, ESPAGNE

### RÉVOLUTION INTERNATIONALE

Mail Boxes 153, 108 rue Damremont

75018 PARIS, FRANCE

### WORLD REVOLUTION

BM Box 869,

LONDON WC1 N 3 XX

GRANDE-BRETAGNE

### COMMUNIST INTERNATIONALIST

[en langue hindi]

POB 25, NIT FARIDABAD 121 00

HARYANA, INDE

### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE

### REVOLUCIÓN MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024

C.P. 02600, Distrito Federal, MEXICO

- MEXIQUE

### WERELD REVOLUTIE

P.O. Box 339

2800 AH GOUDA, PAYS-BAS

### WELTREVOLUTION

Postfach 410308

50863 KOLN, ALLEMAGNE

### INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106

10031 STOCKHOLM, SUEDE

### WELTREVOLUTION

Postfach 2216

CH-8026 ZÜRICH, SUISSE

### INTERNATIONALISM

PO Box 288

NEW YORK, N.Y. 10018-0288, U.S.A.

### INTERNACIONALISMO

VENEZUELA

*A cause de la situation politique actuelle, la BP est fermée.*

Ecrire en Espagne ou à [venezuela@internationalism.org](mailto:venezuela@internationalism.org)

## INTERNET

[www.internationalism.org/french](http://www.internationalism.org/french)

[france@internationalism.org](mailto:france@internationalism.org)

Supplément à

*Révolution internationale* n° 399

Imprimerie spéciale

Mars 2009

Directeur de la publication : D. Vancelst

I.S.B.N. : 978-2-9526791-5-2



9 782952 679152

2 euros / 3 FS / 4 \$ Can